

Qu'est-ce que la sécurité humaine ?

L'objectif de la sécurité nationale consiste à protéger l'État des menaces extérieures. En revanche, le concept de sécurité humaine repose sur la protection des personnes.

La sécurité des États ne va pas nécessairement de pair avec la sécurité des populations. Protéger les citoyens des attaques extérieures est assurément une condition préalable à la sécurité des personnes, mais elle n'est pas la seule. D'ailleurs, au cours du siècle dernier, davantage de personnes ont été tuées par leur propre gouvernement que par des forces armées étrangères.

L'expression *sécurité humaine* est désormais largement utilisée pour décrire l'ensemble des menaces interdépendantes associées aux conflits internationaux, guerres civiles, génocides et déplacements de populations. La sécurité humaine signifie, au minimum, être à l'abri de la violence et de la peur de la violence.

La sécurité humaine et la sécurité nationale devraient se renforcer mutuellement, ce qui est souvent le cas. La sécurité humaine peut être menacée à la fois par des États faibles, qui permettent le règne de seigneurs de la guerre et de milices, et par des États forts, qui commettent des exactions, telles que torture et exécutions sommaires.

Si tout le monde s'accorde à reconnaître que le principal objectif de la *sécurité humaine* consiste à protéger les personnes, la nature des menaces contre lesquelles il faut les protéger demeure contestée.

Le concept de sécurité humaine, au « sens large », exposé pour la première fois dans le *Rapport sur le développement humain 1994* du Programme des Nations unies pour le développement, affirme que la sécurité humaine, c'est être à l'abri du besoin et de la peur. La notion plus large de sécurité humaine englobe la sécurité alimentaire, un logement décent, la protection contre la pauvreté et parfois contre les « menaces à la dignité humaine ». Ses partisans font valoir, à juste titre, que la faim, les maladies et les catastrophes naturelles font bien plus de victimes que les guerres, les génocides et le terrorisme réunis. De plus, ces menaces sont souvent étroitement liées.

Le concept plus « restrictif » de sécurité humaine est axé sur la violence, qu'elle soit d'origine politique ou criminelle, en sachant qu'il n'est pas toujours facile de les distinguer l'une de l'autre. Existe-t-il une différence entre une bande de criminels qui s'adonne au trafic de stupéfiants et recourt aux armes

pour protéger ses cultures, et un groupe d'insurgés qui finance sa rébellion avec des fonds provenant de la culture et du trafic de stupéfiants ? Quelle différence y-a-t-il entre un soldat en permission, auteur d'agressions sexuelles, et une campagne militaire délibérément axée sur le viol, acte pouvant constituer un crime de guerre ?

Ces deux approches de la sécurité humaine sont axées sur les personnes, et plutôt que d'être contradictoires, elles sont complémentaires. Toutefois, l'approche au « sens large », qui va de la pauvreté au génocide, s'est révélée jusqu'à présent trop générale pour contribuer au développement d'une politique en la matière.

Le présent atlas, basé sur les données figurant dans le *Rapport sur la sécurité humaine 2005* (*Human Security Report 2005* – Oxford University Press) et dans l'*Exposé sur la sécurité humaine 2006* (*Human Security Brief 2006*), utilise le concept plus *restrictif* de sécurité humaine et expose l'incidence et la gravité de la violence dans le monde.

Le miniAtlas de la sécurité humaine se divise en cinq parties :

Partie 1 : Lorsque les États entrent en guerre : cette première partie étudie le déclin des conflits armés impliquant les forces gouvernementales – tant les conflits internationaux que nationaux.

Partie 2 : Seigneurs de la guerre et massacres de civils : cette section examine les conflits armés n'impliquant pas les forces gouvernementales, tels que les génocides et autres meurtres en masse « unilatéraux » de civils.

Partie 3 : Compter les morts : elle pose la question de la fiabilité des bilans officiels rapportant le nombre de décès dus à toutes les formes de conflit armé et à la violence unilatérale.

Partie 4 : Mesurer les violations des droits de l'homme : dans cette section, nous constatons que les chiffres fiables dont disposons sur la torture, les enfants soldats, le nettoyage ethnique et d'autres violations graves des droits de l'homme sont peu nombreux. Il est toutefois possible d'établir certaines comparaisons entre différents États.

Partie 5 : Causes de guerre, causes de paix : cette partie se penche sur les raisons pour lesquelles les conflits armés et leurs coûts en vies humaines ont diminué et semblent continuer à diminuer.



Dans un monde qui connaît des guerres de grande envergure, des violations graves des droits de l'homme et la menace d'attentats terroristes encore plus meurtriers, il n'est pas surprenant que la plupart des gens pensent que la violence politique est en augmentation.

Toutefois, comme le prouve le *miniAtlas de la sécurité humaine*, les idées reçues sont plutôt erronées. En 2005, il y avait 40 % de conflits armés de moins qu'à la fin de la guerre froide, 15 ans plus tôt. La diminution des conflits très meurtriers (ceux qui font état de 1 000 morts des combats ou plus par an) a été encore plus importante – une réduction de 80 % au cours de la même période.

Le nombre de réfugiés a également décliné depuis la fin de la guerre froide, reflétant la diminution de la violence politique, qui constitue l'une des principales causes poussant les populations à fuir leur maison. Par ailleurs, même si les informations fiables à ce sujet sont rares, il est probable que le nombre d'enfants soldats utilisés par les forces rebelles et les forces gouvernementales soient également en déclin.

La guerre a été décrite à juste titre comme un « développement à l'envers ». Ses conséquences sont, entre autres, les morts, les blessés, l'augmentation des maladies et de la malnutrition, la destruction à grande échelle des infrastructures et des services de santé, la fuite massive des capitaux, et la perte d'investissements. Selon Paul Collier, une guerre civile coûte en général environ 50 milliards de dollars.

Il n'est pas surprenant que les guerres exacerbent la pauvreté, mais il y a fortement lieu de penser que la pauvreté est peut-être également un catalyseur de la guerre. Un revenu par habitant faible implique une faible capacité de l'État et incite les jeunes pauvres, sans emploi et souvent désespérés à rejoindre les mouvements rebelles.

Les cartes et graphiques du *miniAtlas de la sécurité humaine* montrent les changements surprenants qui sont survenus dans les tendances de la guerre depuis la fin de la guerre froide. Ils mettent également en évidence les liens existants entre les conflits armés et le développement économique et politique. Le texte qui accompagne les cartes en double page fournit des analyses concises des problèmes examinés.

L'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a déclaré qu'il n'y avait pas de développement sans sécurité – ni de sécurité sans développement. Le *miniAtlas de la sécurité humaine*, rédigé par l'équipe qui a produit l'influent *Rapport sur la sécurité humaine* contribue à en expliquer la raison.

Timor-Leste
Eskinder
Debebe/
Photo ONU

LE MONDE PAR RÉGION

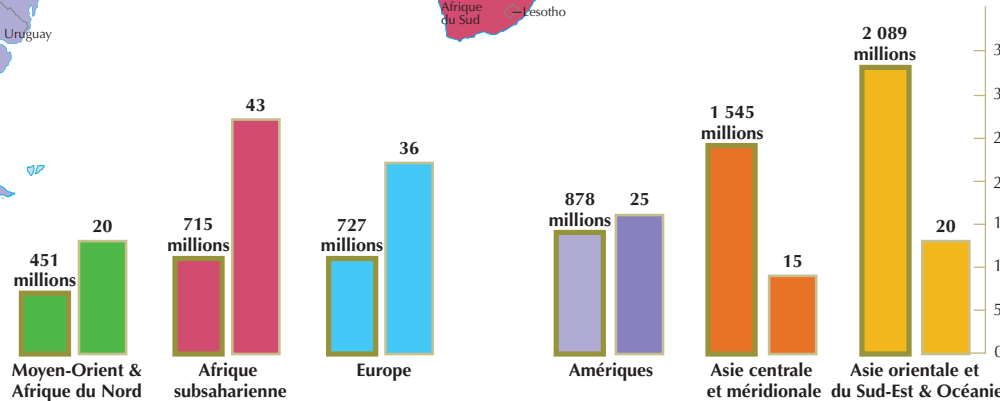
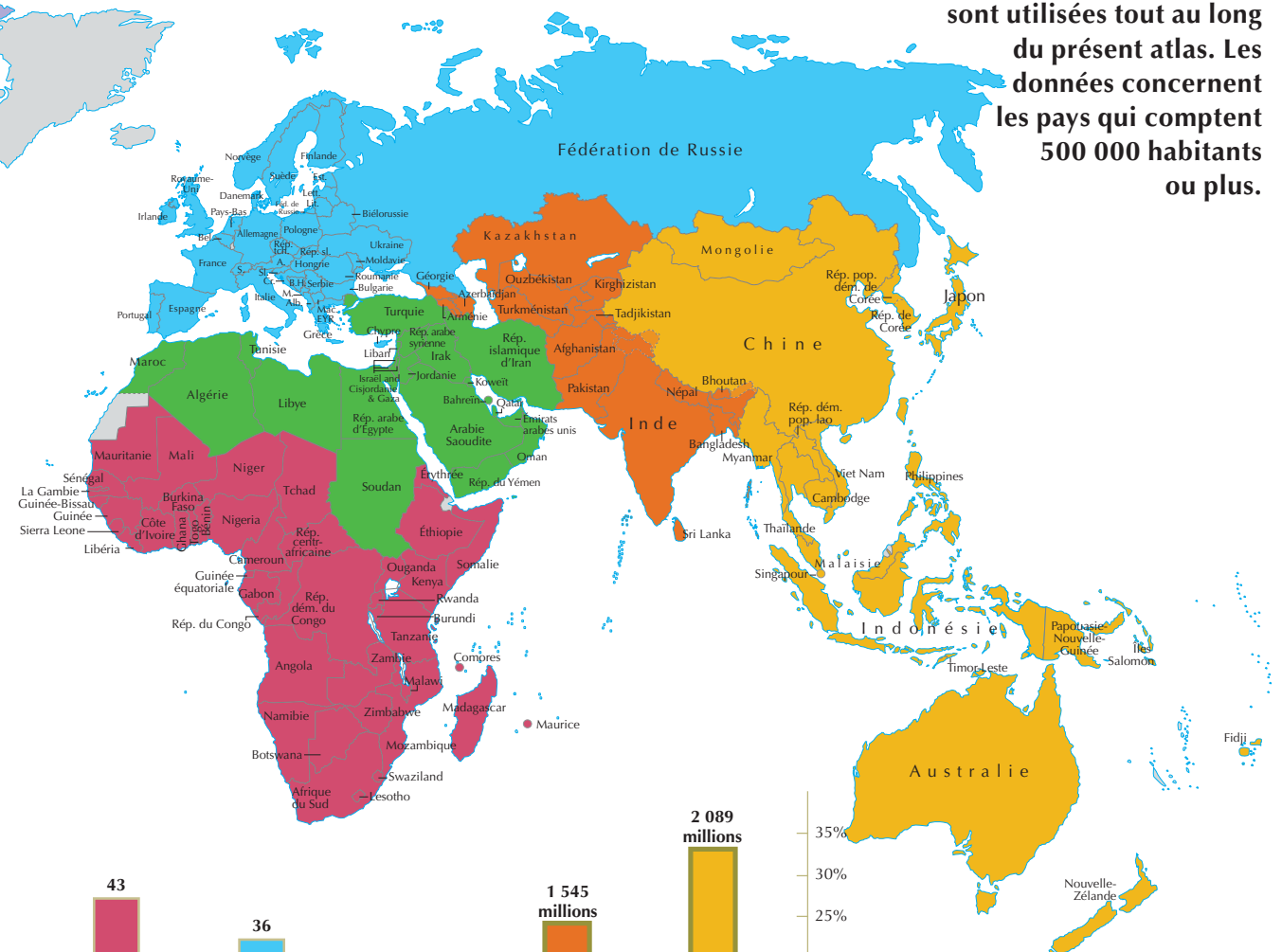
- Amériques
- Asie centrale et méridionale
- Asie orientale et du Sud-Est & Océanie
- Europe
- Moyen-Orient & Afrique du Nord
- Afrique subsaharienne



La sécurité humaine concerne principalement les personnes, pas les États. Plus de la moitié de la population mondiale vit dans deux régions : l'Asie centrale et méridionale d'une part, et l'Asie orientale et du Sud-Est & l'Océanie de l'autre. Deux autres régions (l'Europe et l'Afrique subsaharienne) englobent près de la moitié des pays du monde. Il est utile de se rappeler ces différences lors de l'interprétation des chiffres régionaux et des cartes par pays du présent atlas.

Le monde par région

Ces régions géographiques sont utilisées tout au long du présent atlas. Les données concernent les pays qui comptent 500 000 habitants ou plus.



COMBIEN DE PERSONNES ? COMBIEN DE PAYS ?
 Pourcentage de la population mondiale et des pays du monde dans chaque région 2005

- population (arrondie au million le plus proche)
- pays



Depuis la fin de la guerre froide,
le nombre de conflits armés
dans le monde
a fortement diminué.

1

Quand les pays entrent en guerre

Le monde devient moins enclin à la guerre. Le nombre de guerres civiles a diminué de trois-quarts entre 1992 et 2005 ; et le nombre de conflits internationaux a diminué depuis la moitié des années 1970 – la réduction la plus longue en deux siècles.

La Charte de 1945 des Nations unies a promis de « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Aujourd'hui, les Nations unies collectent des statistiques sur tout, depuis les écoles jusqu'à la faim en passant par la rougeole et les mines de charbon. Il n'existe toutefois aucun chiffre officiel sur la guerre. Pourquoi ?

Pour répondre brièvement, à cause de la politique. En 2005, tous les conflits armés étaient intra-étatiques, et non internationaux. De nombreux gouvernements estiment que la violence interne est une question nationale, et ne relève pas des compétences des Nations unies. Ils ne fournissent donc pas de chiffres.

Les statistiques mondiales existantes concernant les guerres, les conflits et les génocides proviennent d'une poignée d'instituts de recherche. Chacun d'entre eux utilise des méthodes différentes, et rares sont ceux qui actualisent leurs chiffres chaque année. Le présent atlas s'appuie sur les données du *Rapport sur la sécurité humaine 2005* et de *l'Exposé sur la sécurité humaine 2006*.

Les principaux types de conflits armés sont décrits au verso. Certains conflits particuliers sont un mélange de différents types de violence. Par exemple, l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 a commencé comme un conflit inter-étatique, mais est rapidement devenu un conflit intra-étatique internationalisé. L'Irak connaît également des conflits non étatiques opposant des milices sectaires.

Le nombre de conflits étatiques dans le monde a augmenté de manière constante entre le début des années 1950 et la fin de la guerre froide. L'année 1992 marque le début d'un important déclin. Toutefois, cette tendance n'a pas été identique dans toutes les régions. D'une part, la guerre froide avait figé bon nombre de tensions ce qui engendra, dans certaines régions, une explosion de violence. D'autre part, la période qui a suivi la guerre froide a réduit le parrainage de guerres civiles par les superpuissances et a permis l'apparition d'opérations internationales de maintien de la paix. Ces différentes causes de guerre et de paix sont étudiées dans la dernière section du présent atlas.

Dans l'ensemble, les tendances observées dans les conflits étatiques sont extrêmement encourageantes. La section suivante de l'atlas examine les deux autres principales formes de violence politique organisée : les conflits non étatiques et la violence unilatérale.

Israël/ bande
de Gaza

Ahikam Seri /
Panos Pictures

Définitions

Les **guerres** sont des conflits armés de forte intensité. Pour qu'un conflit soit qualifié de guerre, il faut qu'il provoque un certain nombre de morts des combats par an.

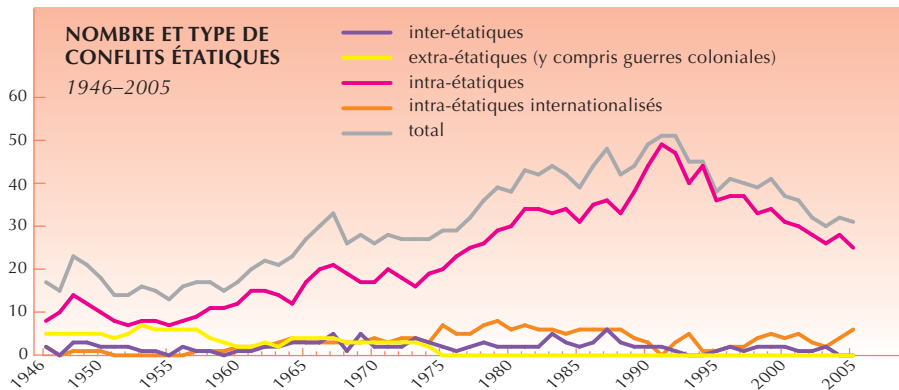
Les **morts des combats** englobent les civils pris dans le feu croisé ainsi que les combattants, mais pas les décès imputables à des maladies dues à la guerre et à la famine, ni le massacre délibéré de civils non armés.

Un **conflit armé** provoquant plus de 1 000 morts des combats par an est appelé **guerre**. Lorsqu'un conflit armé provoque moins de 25 morts des combats par an, il n'est plus considéré comme un conflit.

Il existe deux grands types de **conflits armés**. Cette section de l'atlas couvre les **conflits étatiques** (impliquant au moins un gouvernement national). Les **conflits non étatiques**, opposant milices, seigneurs de la guerre ou groupes ethniques, sans l'implication du gouvernement national, sont couverts dans la section suivante.

Il existe quatre formes de conflits étatiques (appelé **guerres** s'ils provoquent plus de 1 000 morts des combats par an) :

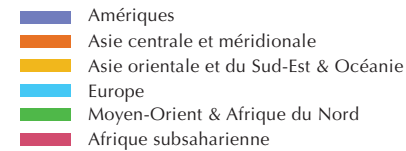
- **Conflits inter-étatiques** opposant des pays. Ils sont rares, et leur nombre diminue de manière inégale depuis la fin des années 1980.
- **Conflits extra-étatiques** opposant un pays et un groupe armé basé hors du territoire dudit pays. Il s'agit le plus souvent de conflits coloniaux.
- **Conflits intra-étatiques** (y compris les guerres civiles) opposant un gouvernement et un groupe non étatique. En 1946, 47 % des conflits étaient intra-étatiques. En 2005, ce chiffre était de 100 %.
- **Conflits intra-étatiques internationalisés**, lorsque le gouvernement, ou un groupe armé qui s'y oppose, reçoit une aide militaire d'un ou plusieurs pays étrangers, comme c'est le cas en Afghanistan depuis 2001.



Le nombre de conflits armés a triplé entre 1946 et la fin de la guerre froide, puis a connu un important déclin.

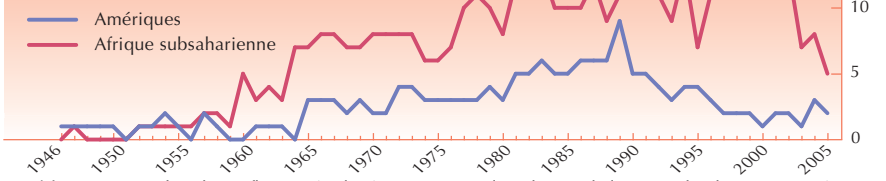
RÉPARTITION RÉGIONALE DES CONFLITS ÉTATIQUES

2005



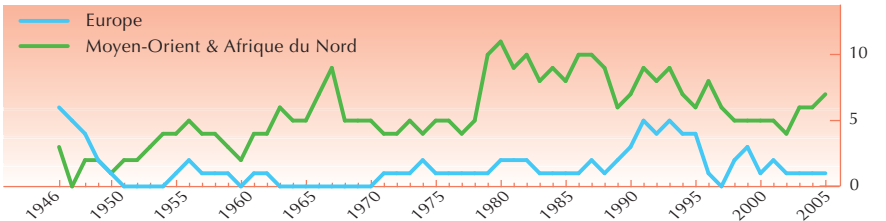
TENDANCES RÉGIONALES

Nombre de conflits 1946-2005



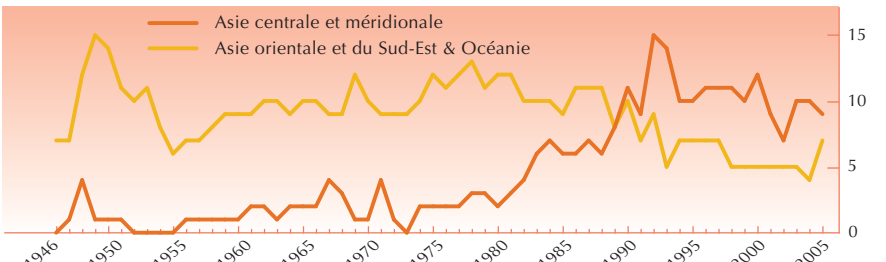
Amériques : Le nombre de conflits armés, dictés en partie par la politique de la guerre froide, a augmenté entre les années 1960 et la fin des années 1980, en particulier en Amérique centrale, puis a connu un important déclin.

Afrique subsaharienne : Le nombre de conflits a augmenté de manière inégale au cours de la période postcoloniale, entre la moitié des années 1960 et la fin du siècle, mais diminue depuis 1999.



Europe : La guerre froide a été associée à quatre décennies de paix troublée entre les années 1950 et la fin des années 1980. La violence qui a éclaté dans les Balkans a fait suite à l'éclatement de l'Union soviétique et de la Yougoslavie dans les années 1990.

Moyen-Orient & Afrique du Nord : Le nombre de conflits armés a augmenté de manière inégale entre les années 1940 et 1980, mais la répression politique croissante que vivent ces pays depuis lors a diminué de près de 40 %.

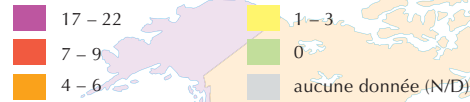


Asie centrale et méridionale : Les conflits dans la région se déroulaient essentiellement en Asie méridionale jusque dans les années 1970. L'éclatement de l'Union soviétique en 1991 a déclenché de nouveaux conflits en Asie centrale (y compris dans le Caucase).

Asie orientale et du Sud-Est & Océanie : Le nombre de conflits a diminué de 46 % depuis 1978, une réduction imputable à la prospérité croissante, à la démocratisation et à la fin de l'intervention militaire étrangère à grande échelle.

CONFLITS INTERNATIONAUX

Nombre total de conflits auxquels un pays a participé 1946-2005

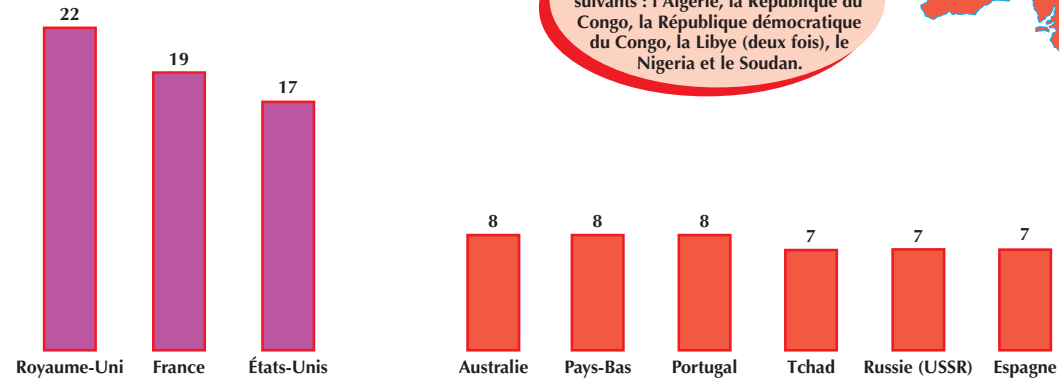


Trois quarts des pays pour lesquels nous disposons de données ont participé à un ou plusieurs conflits armés internationaux au cours des 60 dernières années. La carte montre le nombre total de conflits armés internationaux qui ont provoqué 25 morts des combats ou plus par an. Ce chiffre englobe les conflits inter-étatiques, les conflits extra-étatiques (des conflits coloniaux pour la plupart) et les conflits intra-étatiques internationalisés (guerres civiles avec une certaine participation d'armées étrangères). Il ne couvre pas les guerres civiles et autres conflits intra-étatiques, ni les conflits non étatiques (à savoir n'impliquant pas l'État, et opposant en général des milices ou des seigneurs de la guerre rivaux).



LES PAYS LES PLUS ENCLINS À LA GUERRE

Pays impliqués dans le plus grand nombre de conflits internationaux 1946-2005

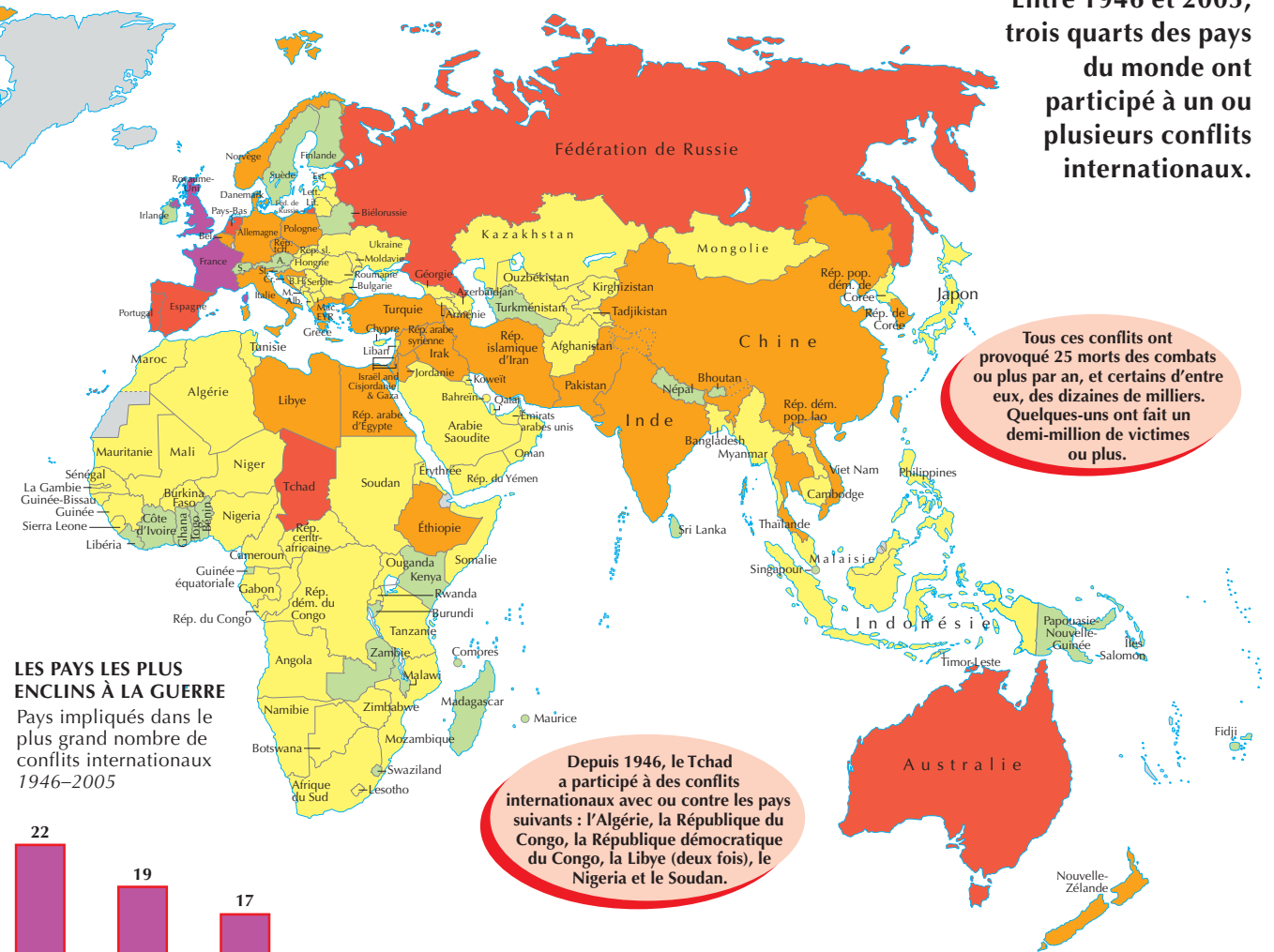


Conflits armés internationaux

Entre 1946 et 2005, trois quarts des pays du monde ont participé à un ou plusieurs conflits internationaux.

Tous ces conflits ont provoqué 25 morts des combats ou plus par an, et certains d'entre eux, des dizaines de milliers. Quelques-uns ont fait un demi-million de victimes ou plus.

Depuis 1946, le Tchad a participé à des conflits internationaux avec ou contre les pays suivants : l'Algérie, la République du Congo, la République démocratique du Congo, la Libye (deux fois), le Nigeria et le Soudan.



Parmi les neuf pays les plus enclins à la guerre, sept sont d'anciennes puissances coloniales ou des superpuissances de la guerre froide.

GUERRE CHEZ SOI

Nombre de conflits armés impliquant des forces gouvernementales qui ont lieu au sein d'un pays ou de ses eaux territoriales 1946-2005



La carte précédente recense toutes les guerres internationales. Pour les États coloniaux et les « grandes puissances », bon nombre de ces guerres ont été combattues à l'étranger. Cette carte ne reprend que les conflits impliquant les forces gouvernementales qui ont été combattus entièrement ou partiellement sur le sol national d'un pays ou dans ses eaux territoriales. Elle ne couvre pas les conflits non étatiques (opposant des milices et des seigneurs de la guerre rivaux) ni les génocides et autres actes de violence unilatérale. Trois des neuf pays les plus enclins à la guerre identifiés dans la carte précédente (l'Australie, les Pays-Bas et le Portugal) n'ont connu aucun conflit sur leur sol national; la France en a connu un, et le Royaume-Uni, deux.

Conflits étatiques sur le sol national

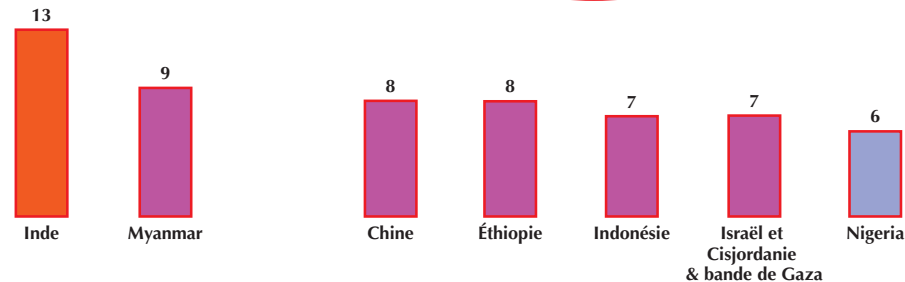
Trois quarts des pays ont connu un ou plusieurs conflits armés étatiques sur leur territoire depuis 1946.

Huit des neuf conflits qu'a combattus le Myanmar sur son territoire (le neuvième l'opposant à la Chine en 1969) ont opposé le gouvernement à un groupe rebelle.

Les 13 conflits qu'a connus l'Inde sur le sol national englobent la guerre avec le Pakistan, les insurrections au Panjab, au Cachemire et dans cinq États au nord-est.

MAJORITÉ DES CONFLITS SUR LE SOL NATIONAL

Pays ayant combattu le plus grand nombre de conflits sur leur territoire 1946-2005



Hormis Israël, il s'agit exclusivement de pays en développement peuplés et à population multiethnique. La plupart de ces conflits ont impliqué des insurgés à la recherche d'une sécession ou d'une plus grande autonomie.

ANNÉES DE CONFLIT

Le nombre total d'années au cours desquelles un pays a participé à un conflit au moins 1946-2005



Temps consacré aux conflits

Seuls 21 pays au monde n'ont pas connu de conflit armé étatique depuis la deuxième Guerre mondiale.

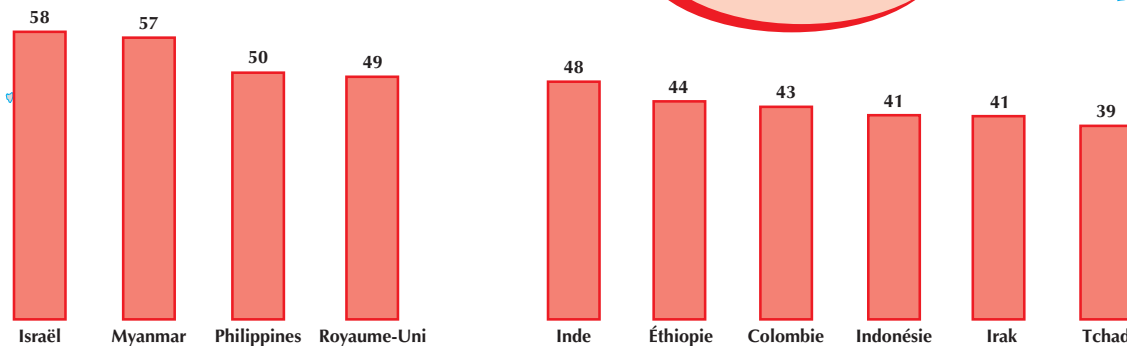
Le Royaume-Uni a participé à un conflit armé, sur son territoire ou à l'étranger, quatre années sur cinq depuis 1946.

À l'instar des autres luttes pour l'indépendance, les neuf ans de guerre anticoloniale en Algérie ne sont pas repris sur la carte.

Israël a participé à des conflits armés au cours de chacune de ses 58 années d'existence depuis 1948.

PAYS LES PLUS SOUVENT AU COMBAT

Pays enregistrant le plus grand nombre d'années de conflit 1946-2005



En dépit de la réduction du nombre de conflits armés dans le monde, la grande majorité des personnes de plus de 60 ans ont vécu au moins une période au cours de laquelle leur gouvernement a participé activement à un conflit armé. Les pays en rouge sur la carte ont connu plus d'années de conflit que d'années de paix. Seuls les conflits impliquant des forces gouvernementales ont été recensés, et le recensement n'a commencé que lorsqu'un pays avait acquis son indépendance, ainsi, les années quelquefois amères de lutte pour l'indépendance du règne colonial ne sont pas reprises.

Ces chiffres capturent l'expérience des forces armées d'un pays, mais pas nécessairement de son peuple. Dans de nombreux pays en conflit, la plupart des citoyens vivent bien loin des combats.



Près de la moitié de tous les conflits armés opposent des seigneurs de la guerre et des milices, et n'impliquent pas de forces gouvernementales.

2 Seigneurs de la guerre et massacres de civils

En plus des conflits impliquant des gouvernements, il existe deux autres grandes formes de violence politique : les *conflits non étatiques*, qui opposent des milices, des seigneurs de la guerre et des groupes ethniques ou religieux, sans l'implication d'un gouvernement, et la *violence unilatérale*, qui englobe les génocides et autres meurtres en masse de civils sans défense.

Si une ville ou un village se transforme en zone de guerre, le fait que les auteurs soient des soldats étrangers, des forces gouvernementales ou des milices locales importe peu aux victimes. Ces distinctions sont toutefois cruciales afin de comprendre les modèles généraux de violence politique.

Jusqu'à il y a peu, il n'existait aucun recensement fiable des conflits non étatiques. Afin de combler cette lacune, l'Université d'Uppsala en Suède a produit un nouvel ensemble de chiffres pour le *Rapport sur la sécurité humaine*. Ces statistiques, qui couvrent jusqu'à présent les années 2002 à 2005, confirment que les conflits non étatiques, qui n'étaient auparavant pas recensés, sont presque aussi nombreux que les conflits étatiques sur lesquels se basait exclusivement en général l'analyse des conflits mondiaux. Entre 2002 et 2005, il y a eu chaque année, en moyenne, 30 conflits non étatiques, contre 31 conflits étatiques.

Les conflits non étatiques ont tendance à éclater dans des pays pauvres dotés d'un gouvernement faible – entre 2002 et 2005, la plupart d'entre eux se sont produits en Afrique subsaharienne. Leur bilan est toutefois bien moins lourd : les personnes tuées dans le cadre de conflits non étatiques ne représentent que le quart des victimes des conflits étatiques.

Le nombre de conflits non étatiques diminue-t-il, à l'instar de celui des conflits étatiques ? Nous ne pouvons pas en être sûrs, car une période de quatre ans est trop courte pour détecter des tendances de manière fiable, et car personne ne dispose de statistiques dignes de foi pour une période plus longue. Cependant, le nombre de conflits non étatiques est resté plus ou moins stable entre 2002 et 2005 dans toutes les régions du monde, sauf en Afrique subsaharienne, où il a fortement baissé.

Le troisième grand type de massacre organisé est celui que les experts ont baptisé « violence unilatérale », qui ne fait pas référence à la lutte entre des groupes armés, mais au massacre délibéré de personnes non armées, perpétré soit par des milices non étatiques soit par des forces gouvernementales.

La violence unilatérale englobe le génocide, que le droit international définit comme « des actes commis dans l'intention de détruire en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Ces crimes

Népal
Tomas van
Houtryve /
Panos Pictures

sont souvent commis pendant ou immédiatement après une guerre civile. Dans la pratique, l'intention de la violence unilatérale est souvent difficile à déterminer, comme en témoigne la controverse quant à savoir si les massacres au Darfour (Soudan) constituent ou non un génocide.

La définition juridique du génocide englobe le massacre de personnes pour leurs croyances religieuses, mais pas pour leur affiliation politique. Aux termes de cette définition, les massacres perpétrés en 1975-79 au Cambodge sous Pol Pot, où plusieurs millions de Cambodgiens ont trouvé la mort, ne constituaient pas un génocide, sauf lorsqu'ils visaient des groupes ethniques et religieux. Certains experts utilisent le terme *politicide* pour décrire le massacre délibéré visant un groupe défini par ses opinions politiques.

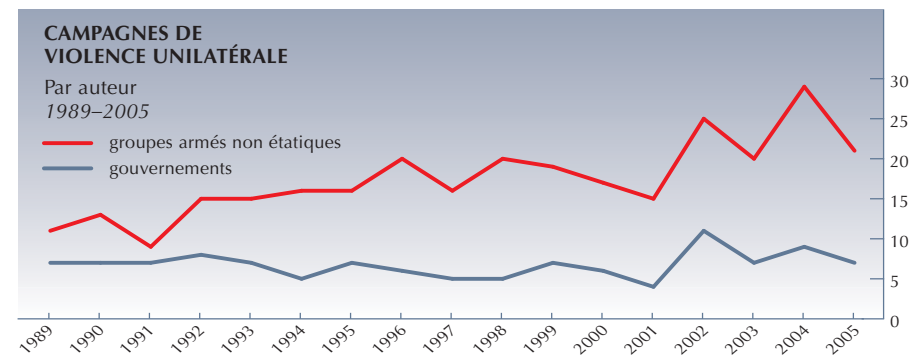
Un recensement des génocides, politicides et autres massacres similaires, réalisé par le Groupe de travail sur l'instabilité politique (*Political Instability Task Force – PITF*) basé aux États-Unis, montre que leur nombre s'est multiplié par 10 entre la moitié des années 1950 et la moitié des années 1970, qu'il est resté plus ou moins stable jusqu'en 1989, et qu'il a ensuite fortement diminué.

L'Université d'Uppsala a effectué un autre recensement de toutes les grandes campagnes meurtrières ciblant des civils, qu'il s'agisse ou non de génocides ou de politicides. Les chiffres ne remontaient qu'à 1989, mais ils montrent une tendance à la hausse claire, quoiqu'inégale, au cours des 17 dernières années.

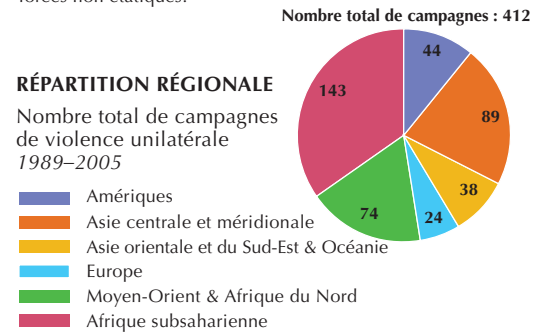
Lequel de ces deux recensements est correct ? Les deux le sont, étant donné qu'ils ne recensent pas les mêmes choses. Les chiffres du PITF se limitent aux campagnes ayant provoqué des milliers de morts, tandis que les chiffres d'Uppsala portent sur toutes les campagnes ayant provoqué 25 morts ou plus par an. Ainsi, depuis la fin de la guerre froide, le nombre de génocides et autres massacres de civils a en effet diminué, mais le nombre de campagnes de violence unilatérale à petite échelle a augmenté.



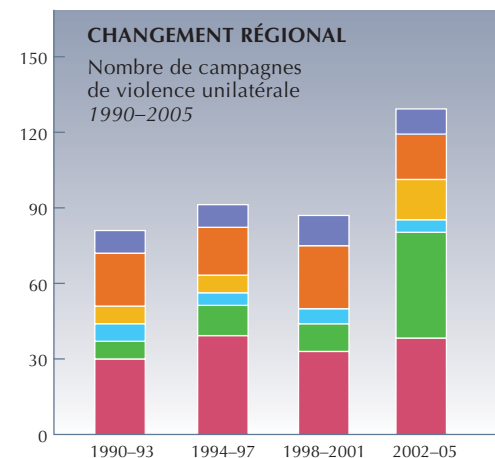
Entre 2002 et 2005, plus de la moitié des conflits armés n'impliquant pas un gouvernement se déroulaient en Afrique subsaharienne.



Plus de deux tiers des campagnes meurtrières à l'encontre de civils non armés entre 2002 et 2005 ont été commises par des forces non étatiques.



74 % des campagnes de violence unilatérale commises entre 1989 et 2005 se sont produites en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient & en Afrique du Nord, et en Asie centrale et méridionale. Le nombre total de campagnes a augmenté au cours des dernières années.



Les chiffres d'Uppsala montrent que si le nombre de campagnes de violence unilatérale commises par des gouvernements est resté stable, le nombre de campagnes menées par des insurgés, des seigneurs de la guerre et des milices a doublé. Trois quarts des 412 campagnes enregistrées par Uppsala entre 1989 et 2005 ont eu lieu dans trois régions : 35 % en Afrique subsaharienne, 22 % en Asie centrale et méridionale, et 18 % au Moyen-Orient & en Afrique du Nord. Le quart restant se répartissait entre les Amériques, l'Asie orientale et du Sud-Est & l'Océanie, et l'Europe. Depuis 2002, le nombre de campagnes violentes à l'encontre de civils a connu une forte augmentation au Moyen-Orient & en Afrique du Nord, en particulier en Irak et au Soudan. Les autres régions ne présentaient pas de tendance marquée.

La section suivante de cet atlas examine les bilans et compare le nombre de personnes tuées dans les trois grandes formes de massacre organisé : conflits étatiques, conflits non étatiques et violence unilatérale.

ANNÉES DE CONFLIT

Le nombre d'années au cours desquelles un pays a connu au moins un conflit non étatique 2002-05



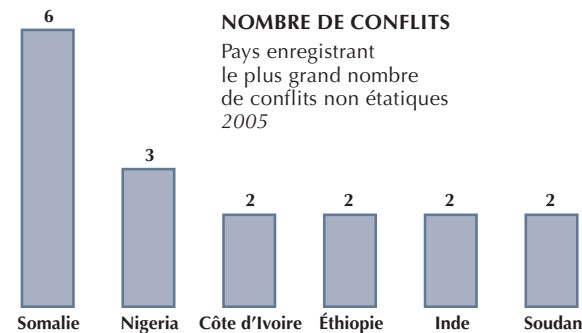
Près de la moitié de tous les conflits n'impliquaient pas les forces armées d'un gouvernement, mais opposaient différents groupes de guérilla et des milices ethniques ou religieuses. Jusqu'à il y a peu, il n'existait pas de données mondiales fiables concernant ces conflits non étatiques, qui ont tendance à être plus courts et moins meurtriers que les conflits étatiques. Le *Rapport sur la sécurité humaine* publiée à présent des chiffres annuels, mais les recensements ne remontent qu'à 2002. Lorsque les forces gouvernementales n'arrivent pas à réprimer les groupes armés, il s'agit d'un signe d'une capacité limitée de l'État. À l'heure actuelle, tous les conflits non étatiques se déroulent dans des pays en développement.

Conflits non étatiques

Tous les conflits non étatiques récents – opposant des milices et des seigneurs de la guerre rivaux – se sont produits dans des pays en développement. Les seuls chiffres disponibles concernent les années 2002 à 2005.

Il y a eu cinq conflits non étatiques dans le nord-est de l'Inde entre 2002 et 2005. Les combats opposant hindous et musulmans au Gujrat en 2002 ont fait au moins 1 500 victimes.

En 2002, il y avait cinq conflits non étatiques en République démocratique du Congo. En 2005, il n'y en avait aucun.



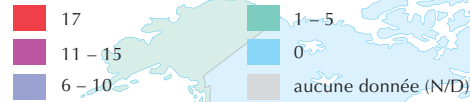
NOMBRE DE CONFLITS

Pays enregistrant le plus grand nombre de conflits non étatiques 2005

La majorité des conflits armés non étatiques dans ces pays impliquent des différends ou des conflits ethno-nationalistes. L'existence de ces conflits suggère que l'État ne remplit pas l'une de ses fonctions les plus fondamentales : conserver le monopole de l'utilisation de la force armée.

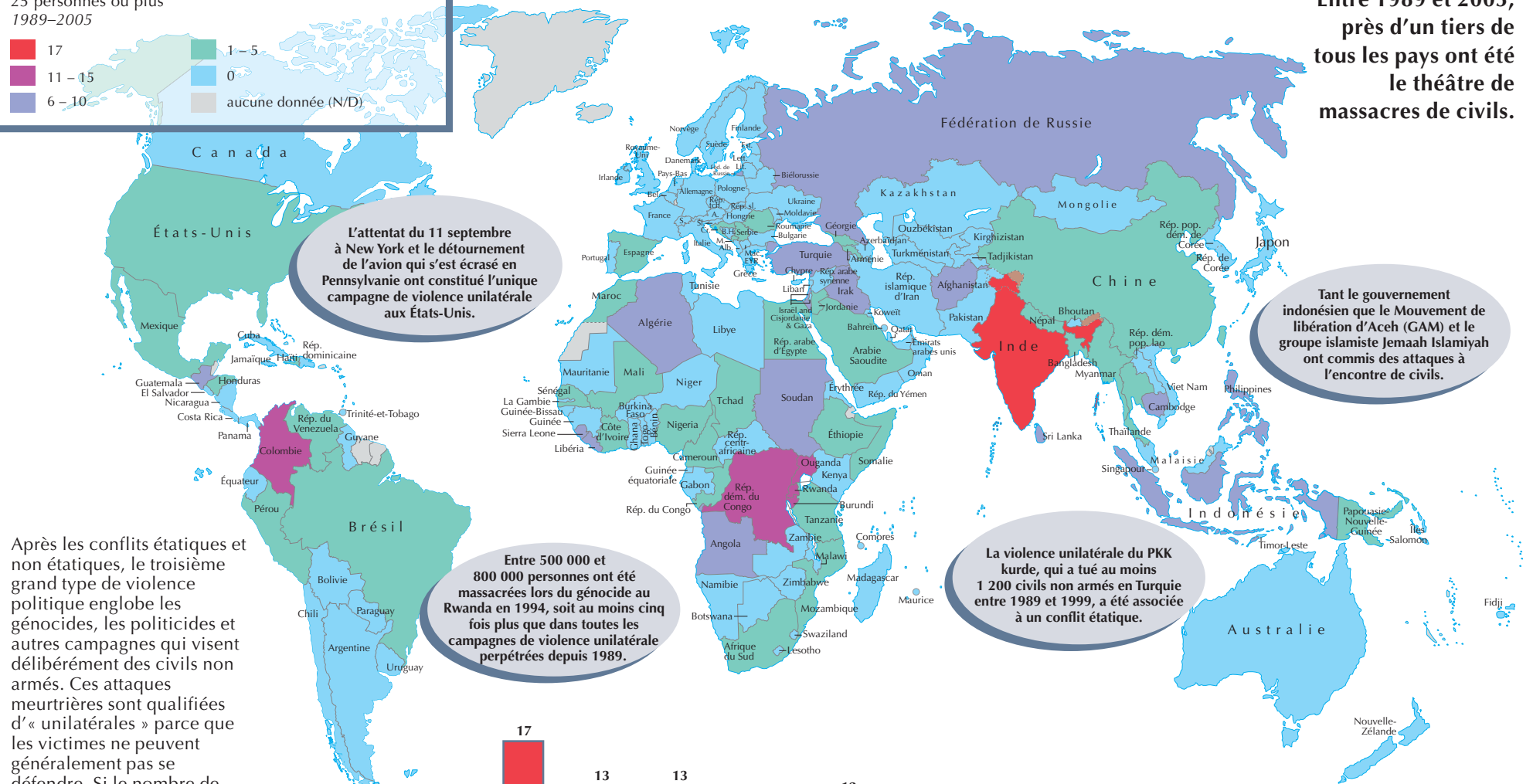
MASSACRES DE CIVILS NON ARMÉS

Nombre d'années au cours desquelles un pays a connu une ou plusieurs campagnes de violence unilatérale tuant 25 personnes ou plus 1989-2005



Violence unilatérale

Entre 1989 et 2005, près d'un tiers de tous les pays ont été le théâtre de massacres de civils.



L'attentat du 11 septembre à New York et le détournement de l'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie ont constitué l'unique campagne de violence unilatérale aux États-Unis.

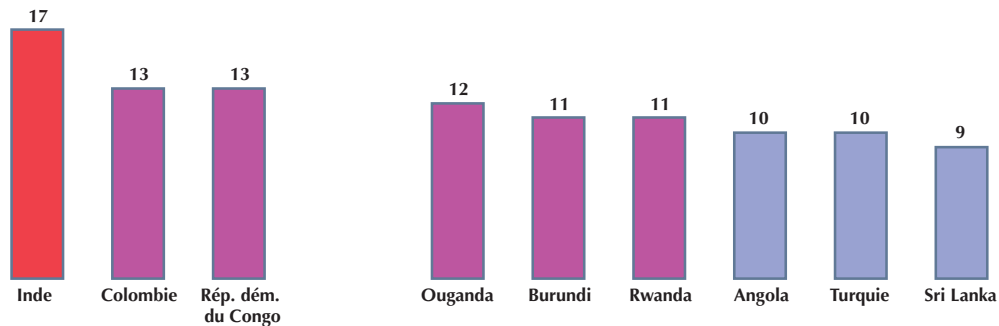
Tant le gouvernement indonésien que le Mouvement de libération d'Aceh (GAM) et le groupe islamiste Jemaah Islamiyah ont commis des attaques à l'encontre de civils.

La violence unilatérale du PKK kurde, qui a tué au moins 1 200 civils non armés en Turquie entre 1989 et 1999, a été associée à un conflit étatique.

Entre 500 000 et 800 000 personnes ont été massacrées lors du génocide au Rwanda en 1994, soit au moins cinq fois plus que dans toutes les campagnes de violence unilatérale perpétrées depuis 1989.

Après les conflits étatiques et non étatiques, le troisième grand type de violence politique englobe les génocides, les politicides et autres campagnes qui visent délibérément des civils non armés. Ces attaques meurtrières sont qualifiées d'« unilatérales » parce que les victimes ne peuvent généralement pas se défendre. Si le nombre de conflits armés a diminué depuis 1992, le nombre de campagnes de violence unilatérale a, lui, augmenté de plus de 50 % – même si le bilan de ces dernières est bien moins lourd que celui des conflits armés.

SOUFFRANCE LA PLUS LONGUE
Pays enregistrant le plus grand nombre d'années de violence unilatérale 1989-2005



Dans ces neuf pays, la violence unilatérale est étroitement liée à des insurrections, des guerres civiles ou des conflits non étatiques de longue durée. L'Inde a connu des campagnes de violence meurtrière à l'encontre de civils non armés au cours des 17 années couvertes.



Le bilan des conflits armés s'est amoindri depuis la fin des années 1960. Les meilleurs chiffres disponibles sous-estiment le total réel, mais personne ne sait dans quelle mesure.

Compter les morts

Si le nombre de guerres, conflits, génocides et autres massacres de civils est relativement bien documenté, le nombre de morts qui en résultent est difficile à calculer. Sur le champ de bataille et le théâtre de massacres, la comptabilité est rare.

Certains corps ne sont jamais retrouvés. Le commandant d'une armée organisée sait combien de ses soldats ont survécu à une bataille, mais il ne peut pas savoir avec certitude si les soldats disparus ont été tués ou ont déserté ; les chefs de milices recrutées à la hâte et de groupes de guérilla qui se déplacent rapidement en sont encore moins sûrs. Les unités militaires comptent rarement le nombre de civils ou d'ennemis morts. Et les massacres de civils ne sont généralement pas documentés, leurs auteurs faisant délibérément « disparaître » bon nombre des victimes.

Dans les trois formes de violence politique organisée – étatique, non étatique et unilatérale –, les auteurs et d'autres mentent souvent. Un groupe peut exagérer le nombre de morts dans son camp afin de prouver la brutalité de l'ennemi ; et un autre peut sous-estimer le nombre des siens afin de paraître plus fort qu'il ne l'est en réalité. Toutefois, pour les décideurs politiques, les chiffres absolus ne sont pas essentiels. Il importe surtout que les bilans puissent être comparés – d'une année à l'autre, d'un conflit à l'autre, d'un pays à l'autre. En l'absence de telles preuves, il n'existe aucune manière objective d'évaluer les politiques à long terme ou les interventions ponctuelles, ni d'établir l'efficacité de sanctions économiques, cessez-le-feu, ou missions de maintien de la paix.

Jusqu'à il y a peu, il n'existait pas de tels chiffres mondiaux pour les conflits non étatiques et la violence unilatérale. Néanmoins, l'Université d'Uppsala a récemment terminé une nouvelle série de chiffres mondiaux pour le *Rapport sur la sécurité humaine* qui recense les « décès déclarés » des trois grandes formes de violence organisée. Cet ensemble de données ne donne pas une véritable indication du nombre total de morts ; il s'agit plutôt d'un méticuleux recensement des décès qui répondent à une série de critères stricts, publiés et cohérents. Dans l'essence, il s'agit de chiffres minimaux. Uppsala suit trois grandes règles pour dénombrer les victimes. Tout d'abord, un décès doit être documenté par une source raisonnablement digne de foi. Ensuite, les éléments de preuve doivent être suffisants pour attribuer un décès à un conflit spécifique, ou à une campagne spécifique de massacre politique. Enfin, le conflit ou la campagne doit avoir provoqué 25 morts ou plus sur une année civile.

Ces critères stricts signifient que le recensement annuel des « décès déclarés » d'Uppsala est presque toujours inférieur – et parfois de loin – au bilan réel, en particulier en ce qui concerne la violence unilatérale.

Angola
J.B. Russell /
Panos Pictures

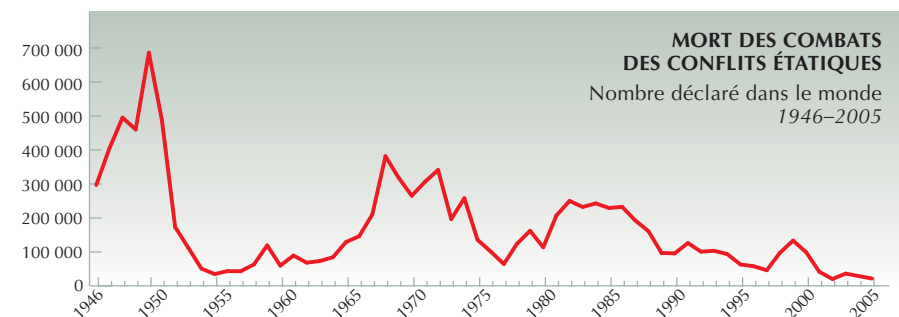
Toutefois, année après année, conflit après conflit, les données sont à présent collectées en utilisant les mêmes critères standards – des données qui peuvent être utilisées en toute confiance afin d'étudier trois grands éléments : les tendances au fil des ans, le caractère meurtrier relatif des trois grandes formes de violence politique organisée, et la répartition géographique.

Le nombre de morts des combats dans les conflits armés et tactiques connaît une tendance à la baisse depuis la fin des années 1960. Le nombre de décès dans des conflits non étatiques a chuté de plus de deux tiers entre 2002 et 2005, bien que cette période de quatre ans soit beaucoup trop courte pour tirer des conclusions fermes concernant une éventuelle tendance.

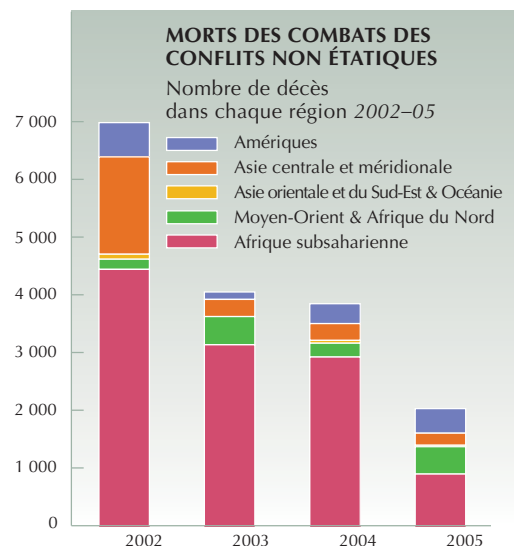
Entre 1989 et 2005, les seules années pour lesquelles nous disposons de chiffres, aucune tendance claire ne se démarque concernant les décès dus à la violence unilatérale. Les décès imputables à cette forme de violence politique organisée sont particulièrement difficiles à enregistrer avec exactitude, comme nous avons pu le constater récemment au Darfour (Soudan) et en Irak.

La plupart des décès de la violence politique organisée surviennent lors de conflits armés impliquant des États – 69 % en 2005. Trois régions (l'Asie centrale et méridionale, le Moyen-Orient & l'Afrique du Nord, et l'Afrique subsaharienne) comptabilisent près de 80 % des morts des combats dans des conflits étatiques en 2005. Pour les conflits non étatiques, la distribution était différente : près de la moitié des décès étant survenus au Moyen-Orient & en Afrique du Nord, où les attaques en Irak et au Darfour (Soudan) ont fait grimper le bilan.

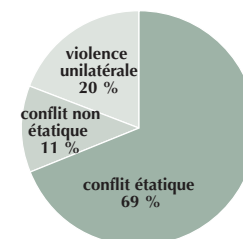
Une forme de violence à l'encontre des civils qui s'est largement fait connaître – le terrorisme – n'est pas identifié séparément dans ces statistiques, car il n'existe pas de vaste consensus quant à ce qui le distingue d'autres formes de violence organisée. Le terme « terrorisme » est souvent utilisé pour décrire des actes d'insurrection, et nombreux sont ceux qui considèrent les actes de violence massive et unilatérale commis par un



Le pic de 1950 est dû à la guerre de Corée, et celui de 1968, à la guerre du Vietnam. Dans l'ensemble, il y a eu une chute importante du nombre de morts des combats depuis la deuxième Guerre mondiale.

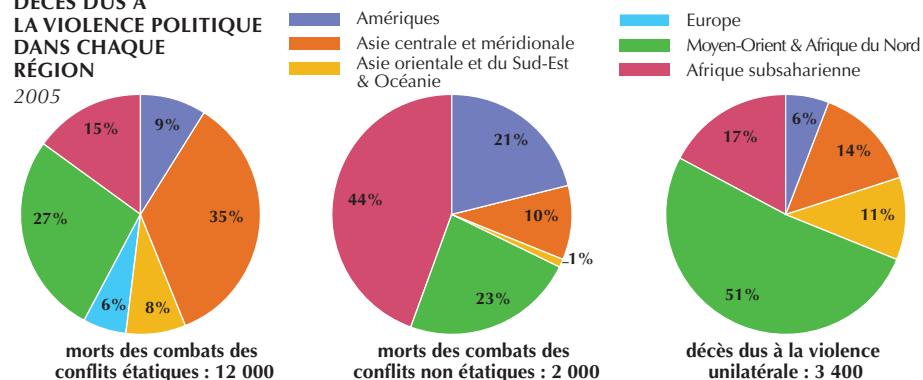


Il y a eu un déclin remarquable de quatre ans, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie centrale et méridionale.



DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE
Déclarés en 2005
Nombre total de décès : 17 400

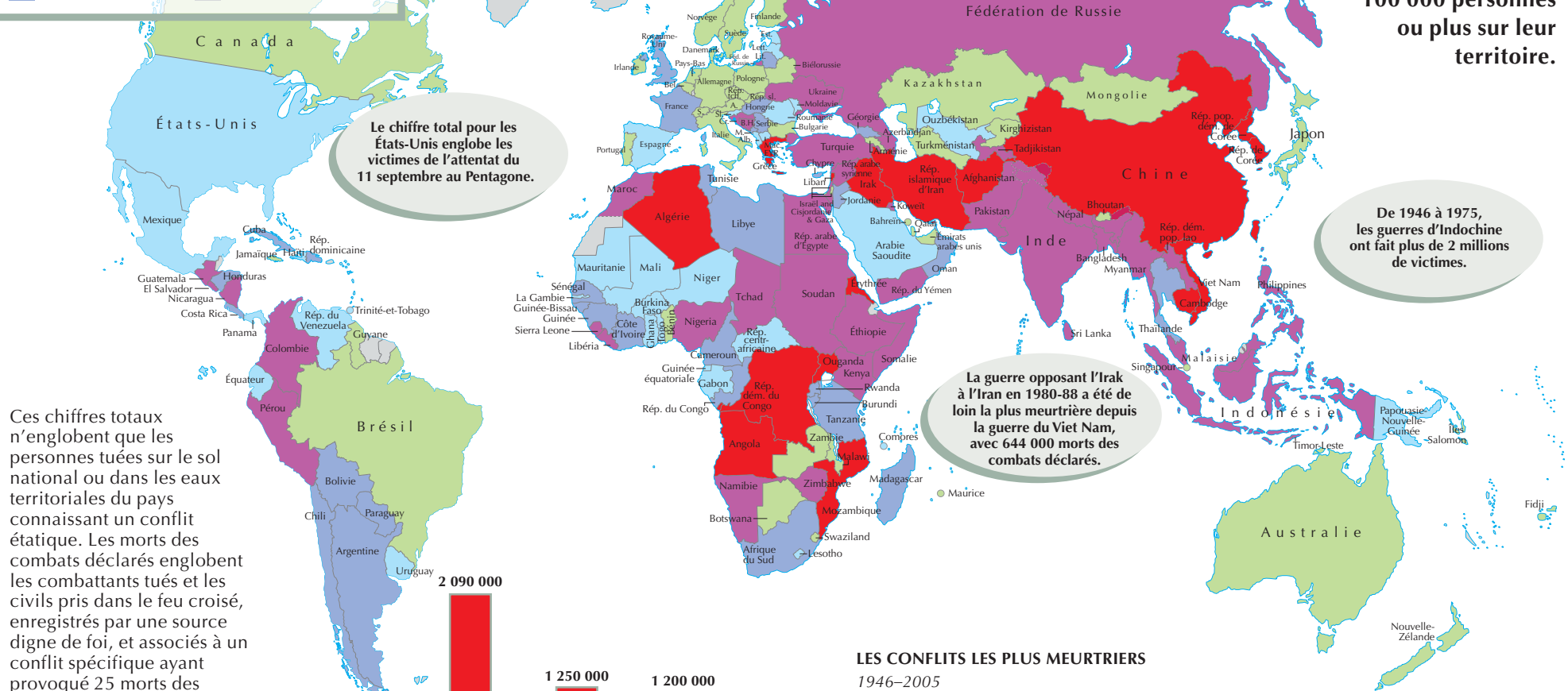
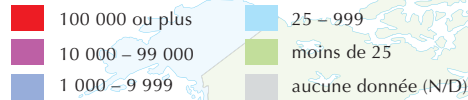
DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE DANS CHAQUE RÉGION
2005



Si ces chiffres sont utiles pour assurer le suivi des tendances, ils sous-estiment le bilan réel des combats. Cela vaut particulièrement pour l'Irak, où les estimations du nombre de morts divergent fortement et sont très controversées.

COÛT HUMAIN DE LA GUERRE

Nombre de morts des combats déclarés dans les conflits étatiques sur le sol national 1946–2005

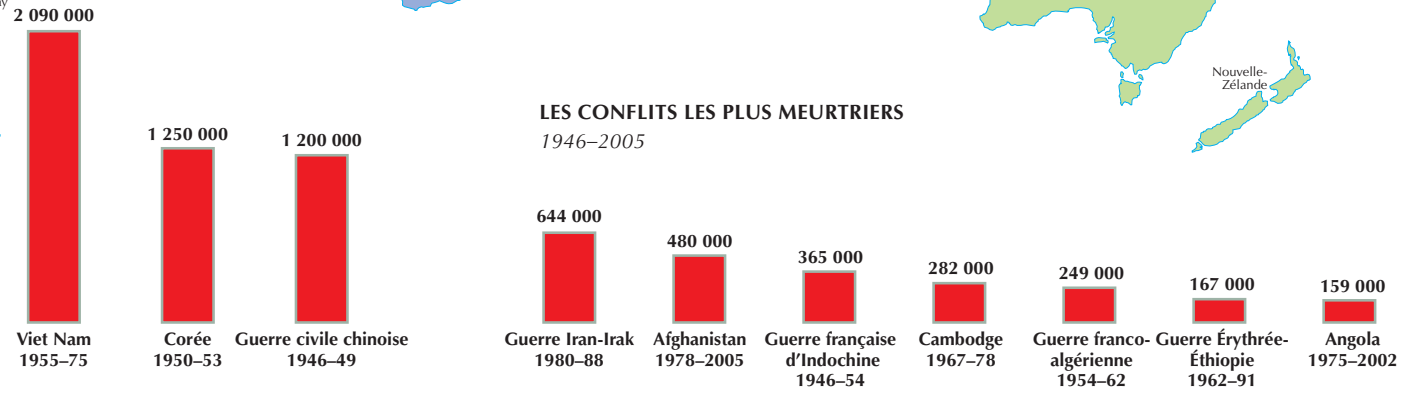


Le chiffre total pour les États-Unis englobe les victimes de l'attentat du 11 septembre au Pentagone.

De 1946 à 1975, les guerres d'Indochine ont fait plus de 2 millions de victimes.

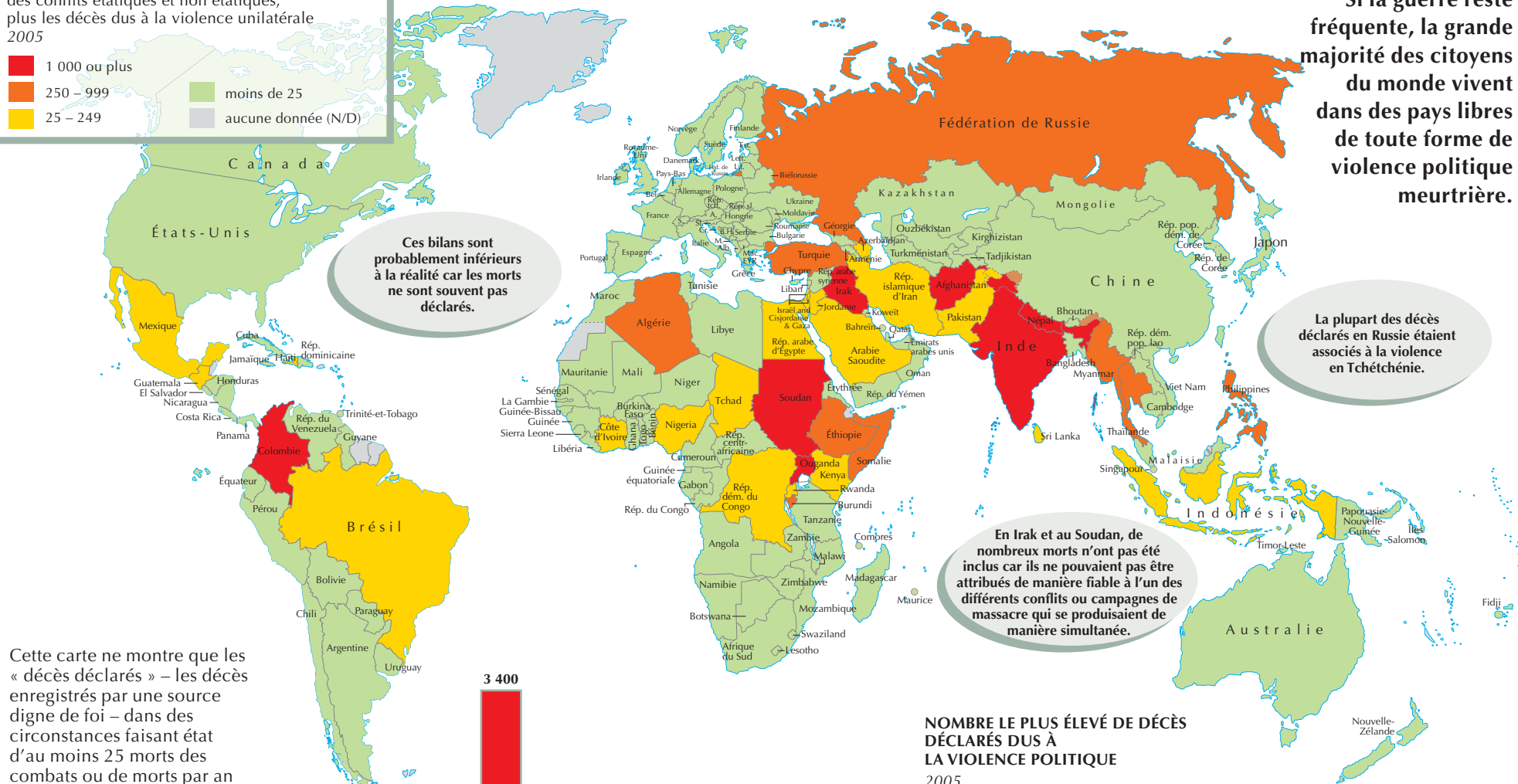
La guerre opposant l'Irak à l'Iran en 1980-88 a été de loin la plus meurtrière depuis la guerre du Viet Nam, avec 644 000 morts des combats déclarés.

Ces chiffres totaux n'englobent que les personnes tuées sur le sol national ou dans les eaux territoriales du pays connaissant un conflit étatique. Les morts des combats déclarés englobent les combattants tués et les civils pris dans le feu croisé, enregistrés par une source digne de foi, et associés à un conflit spécifique ayant provoqué 25 morts des combats ou plus par an. Les bilans réels sont presque toujours plus lourds ; ils ne seront jamais connus. Il n'existe aucun chiffre global concernant les décès imputables aux maladies dues à la guerre ou à la malnutrition.



DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE

Nombre de morts des combats déclarés des conflits étatiques et non étatiques, plus les décès dus à la violence unilatérale 2005



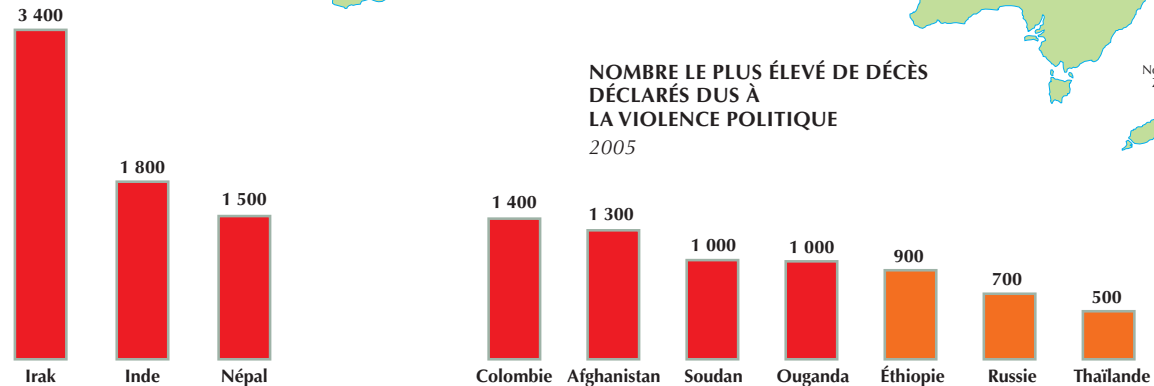
Ces bilans sont probablement inférieurs à la réalité car les morts ne sont souvent pas déclarés.

Si la guerre reste fréquente, la grande majorité des citoyens du monde vivent dans des pays libres de toute forme de violence politique meurtrière.

La plupart des décès déclarés en Russie étaient associés à la violence en Tchétchénie.

En Irak et au Soudan, de nombreux morts n'ont pas été inclus car ils ne pouvaient pas être attribués de manière fiable à l'un des différents conflits ou campagnes de massacre qui se produisaient de manière simultanée.

Cette carte ne montre que les « décès déclarés » – les décès enregistrés par une source digne de foi – dans des circonstances faisant état d'au moins 25 morts des combats ou de morts par un imputables à une campagne spécifique de violence unilatérale. Les bilans réels sont presque toujours plus lourds que le nombre total de décès déclarés, et parfois de loin. Toutefois, tout compte fait, cette tendance justifie un optimisme prudent.



NOMBRE LE PLUS ÉLEVÉ DE DÉCÈS DÉCLARÉS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE 2005



Le nettoyage ethnique, les escadrons de la mort, les enfants soldats et autres agressions extrêmes contre les droits de l'homme ne sont pas rares, mais il n'existe quasiment pas de chiffres mondiaux fiables.

4

Mesurer les violations des droits de l'homme

Le viol, les villages brûlés et les puits empoisonnés ont été associés pendant longtemps à la guerre et à la rébellion. Quant à la torture et aux camps de concentration, ils étaient largement utilisés par les dictatures afin d'imposer l'ordre dans les rues. Quelles sont les tendances à long terme ? Est-il possible d'établir des comparaisons fiables entre pays ?

Certaines des pires violations des droits de l'homme se déroulent dans le secret. Par exemple, certains gouvernements admettent qu'ils infligent délibérément des douleurs à des suspects afin d'en obtenir des informations. Ils ne publient toutefois pas de rapports annuels ni ne permettent à des observateurs indépendants d'entrer dans leurs chambres de torture. La plupart des organisations de défense des droits de l'homme ne collectent pas de statistiques, pas même sur les pires cruautés, au cas où cela impliquerait qu'abuser d'une seule personne est plus acceptable qu'abuser d'une centaine de personnes. Toutefois, sans vérifications annuelles quantitatives, comme celles qui existent aujourd'hui pour les guerres et les génocides, il est difficile d'élaborer des politiques pour lutter contre les violations des droits, ou d'évaluer l'efficacité de ces politiques.

Les enfants soldats (âgés de moins de 18 ans, aux termes du droit international) constituent l'une des violations des droits de l'homme qui a été largement rendue publique. Les enfants sont recrutés dans les forces rebelles et gouvernementales, afin de servir de sentinelles, d'espions, de tueurs de civils, de déblayeurs de champs de mines, ou d'esclaves sexuels. Bons nombres d'entre eux ont moins de 14 ans, et on estime que 40 % sont des filles.

Les enfants soldats sont une « main-d'œuvre » bon marché, obéissante, abondante et considérée comme sacrificable. Il s'agit d'une profession à haut risque : on estime à 100 000 le nombre d'enfants soldats iraniens tués durant la guerre opposant l'Iran à l'Irak en 1980-88. Il n'y a pourtant pas de chiffres mondiaux fiables quant à leur utilisation. Le chiffre total généralement cité de 300 000 enfants soldats dans le monde est apparu pour la première fois en 1996, sans toutefois d'indication quant à la manière dont il avait été calculé. Il a été cité dans un rapport des Nations unies, il est toujours réutilisé sans réserve comme « chiffre de l'ONU ». S'il était plus ou moins correct il y a 10 ans, le total a presque certainement diminué depuis, vu que les conflits sont bien moins nombreux à l'heure actuelle, et que certains des conflits les plus connus pour utiliser des enfants soldats sont à présent terminés.

La même absence de chiffres fiables et convaincants vaut pour les escadrons de la mort, les « disparus » et presque toutes les autres violations graves des droits de l'homme. Il existe peu d'informations

Albanie
Andrew Testa /
Panos Pictures

solides quant à l'occurrence par pays, les chiffres concernés, ou les tendances au fil du temps.

Deux critères – les réfugiés et l'Échelle de terreur politique – peuvent refléter, mais pas mesurer, le nombre total de toutes ces différentes violations des droits de l'homme. La violence et les mauvais traitements peuvent pousser les populations à fuir leur maison. Si elles traversent une frontière nationale, elles deviennent des réfugiés, et si elles fuient au sein de leur pays, elles sont des « personnes déplacées à l'intérieur de leur pays » (IDP). Le nombre total de réfugiés et d'IDP s'est multiplié par 10 en 30 ans, depuis la moitié des années 1960. Ensuite, après le déclin des conflits armés après la fin de la guerre froide, il a commencé à diminuer. Si le nombre total de réfugiés a continué à baisser, le nombre d'IDP a fortement augmenté de 1998 à 2002, et est resté plus ou moins stable depuis, sans que l'on en sache vraiment la raison.

Toutefois, les chiffres relatifs aux réfugiés et aux IDP sont au mieux un signe indirect de l'effet combiné de nombreuses violations des droits de l'homme différentes. Un État autoritaire peut empêcher ses citoyens de quitter leur maison, et il peut être difficile de distinguer les réfugiés des migrants économiques.

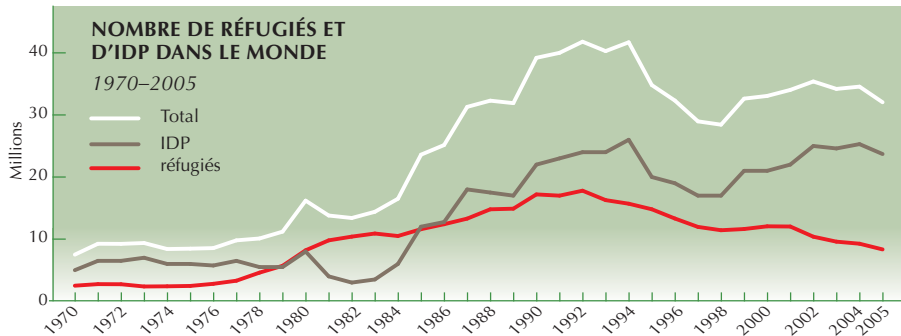
L'Échelle de terreur politique (*Political Terror Scale – PTS*) de l'Université de Caroline du Nord utilise les rapports annuels du département d'État américain et d'Amnesty International pour classer les pays sur une échelle à cinq points – du niveau 1 (État de droit ancré, aucun prisonnier politique, torture rare) au niveau 5 (meurtres politiques, brutalité, et terreur à l'échelle nationale). Toutefois, les résultats de la PTS se basent sur des jugements subjectifs qui sont peut-être devenus plus stricts au fil des

PERSONNES DÉPLACÉES

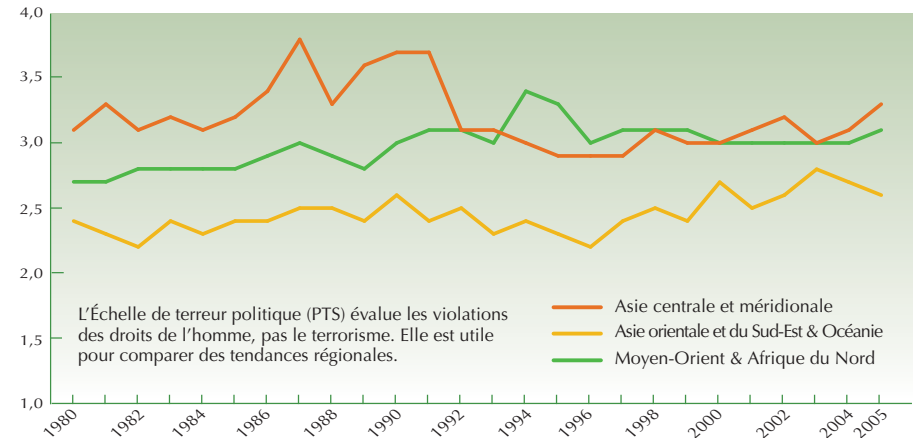
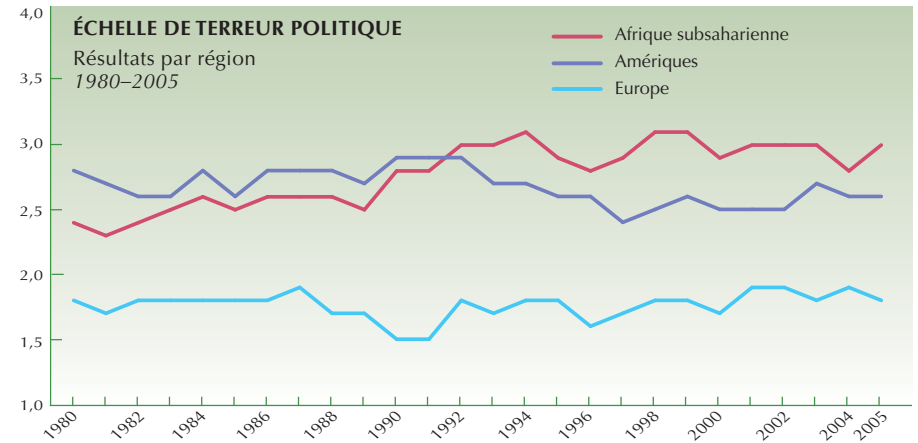
Nombre total de réfugiés et d'IDP par région d'origine 2005



Près de deux tiers de l'ensemble des personnes déplacées dans le monde proviennent d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient & d'Afrique du Nord.



Entre 1998 et 2005, le nombre de réfugiés (personnes déplacées ayant traversé une frontière nationale) a diminué, tandis que le nombre d'IDP (personnes déplacées à l'intérieur de leur pays) a augmenté.



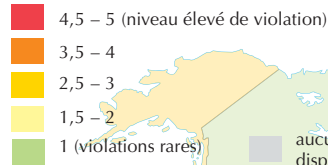
décennies. Ainsi, le niveau de répression au cours des dernières années est probablement plus faible que ce qu'indique le graphique de la tendance.

Il existe deux autres manières d'identifier les pays où les violations des droits de l'homme sont omniprésentes : la première consiste à établir un recensement des décès dus à la violence politique pour 100 000 habitants, et la seconde consiste à utiliser un indicateur de la Banque mondiale relatif au risque estimé que la violence déstabilisera un gouvernement. Ces trois méthodes très différentes analysées ensemble peuvent déterminer avec un certain degré de certitude lorsque les droits de l'homme sont violés de la manière la plus scandaleuse. Quant à des violations spécifiques, les chiffres disponibles sont inadéquats et incomplets.

Il est clair que les droits de l'homme sont davantage respectés dans les démocraties que dans les régimes autoritaires. La section suivante de cet atlas examine les causes des conflits armés, et étudie les types de gouvernements qui sont le plus susceptibles d'entrer en guerre.

INDICATEURS DE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Résultats sur l'Échelle de terreur politique 2005



un des 10 pays enregistrant le plus grand nombre de décès dus à la violence politique pour 100 000 habitants, 2005

un des 10 pays enregistrant les plus mauvais résultats dans l'Indicateur de Stabilité politique & Absence de violence de la Banque mondiale, 2005

aucun résultat disponible

Il existe peu de chiffres fiables concernant les violations des droits de l'homme, mais la combinaison des trois méthodes différentes d'évaluation des violations – l'Échelle de terreur politique (Political Terror Scale – PTS), les décès dus à la violence politique, et l'indicateur de stabilité politique de la Banque mondiale – dans une seule carte présente une image assez globale des endroits où se produisent de telles violations. L'Afghanistan, la Colombie, l'Irak, le Népal et le Soudan figurent dans les 10 premières places des trois catégories. Le Burundi, la République démocratique du Congo, la Somalie et l'Ouganda figurent dans les 10 premières places de deux des trois listes. Les pays les plus susceptibles de violer les droits de l'homme sont des autocraties, et ceux connaissant une guerre civile de longue date, une grave crise économique, ou une transition politique douloureuse.

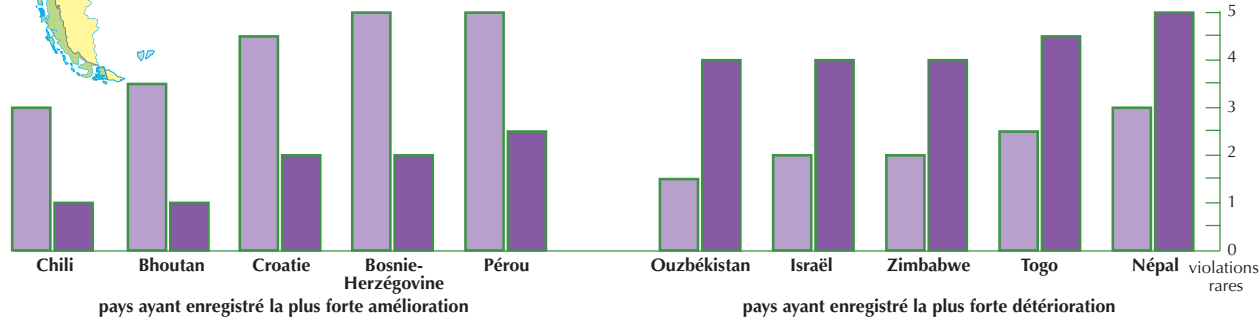
Violations des droits de l'homme

Mesurer les violations des droits de l'homme est une tâche difficile, controversée, et rarement tentée à l'échelle mondiale. Toutefois, trois méthodes assez différentes donnent un certain aperçu de l'ampleur du problème.

RÉSULTATS DE LA PTS : AMÉLIORATION – ET DÉTÉRIORATION

Les 10 pays enregistrant le changement le plus important dans les résultats de la PTS 1992–2005

résultat en 1992 (light purple bar)
résultat en 2005 (dark purple bar)



Les Comores et le Bhoutan sont les seuls pays à faibles revenus à obtenir le meilleur score possible dans la PTS. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont les plus mauvais résultats parmi les pays à revenus élevés.

assassinats politiques et brutalité généralisés

Les cinq pays qui ont vu leur résultat se détériorer ont tous connu une crise économique ou politique grave, ou sont devenus plus autoritaires.

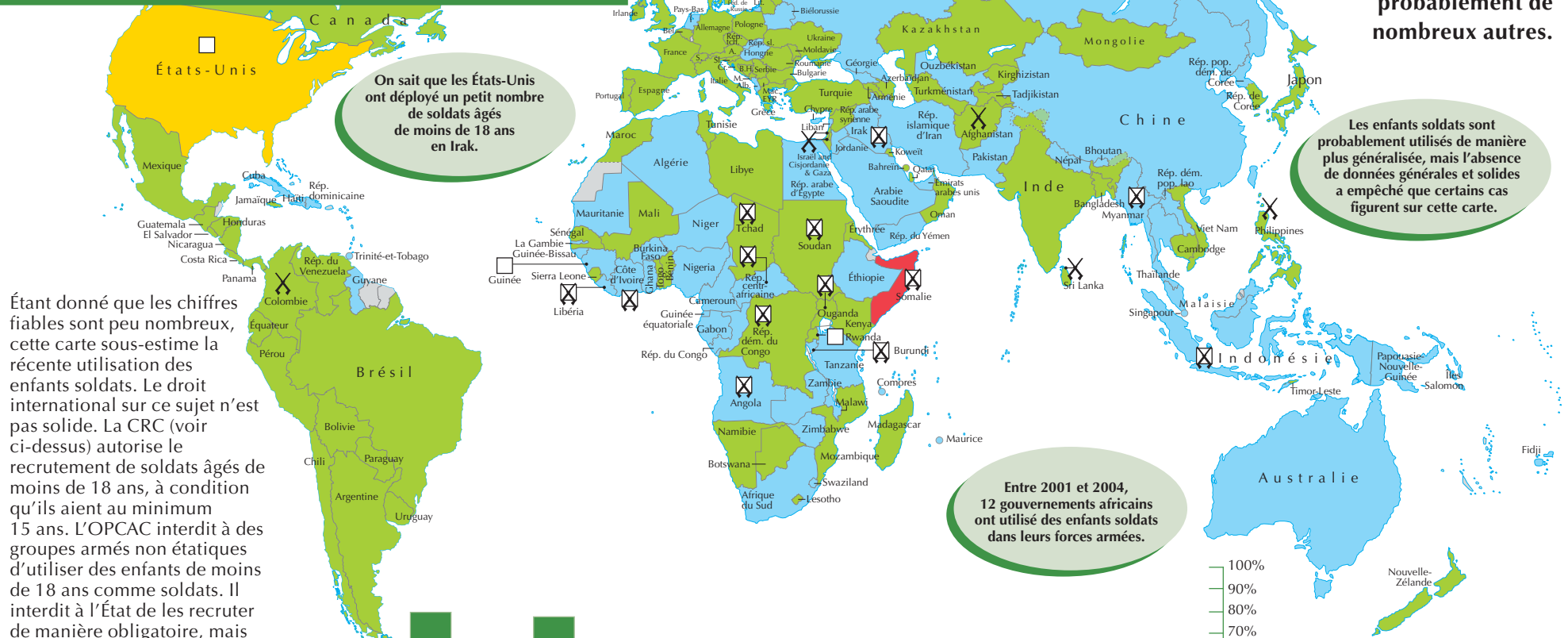
ENFANTS SOLDATS

Ratification de la Convention des Nations unies relatives aux droits de l'enfant (CRC) de 1989 et du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans des conflits armés (OPCAC) de 2002. Décembre 2005

- ratifié la CRC uniquement
- ratifié l'OPCAC uniquement
- ratifié les deux
- ratifié aucun
- aucune donnée (N/D)

Enfants soldats utilisés dans des combats actifs 2001-04

- gouvernements utilisant des enfants soldats
- X groupes armés non étatiques utilisant des enfants soldats
- X gouvernements et groupes armés non étatiques utilisant des enfants soldats

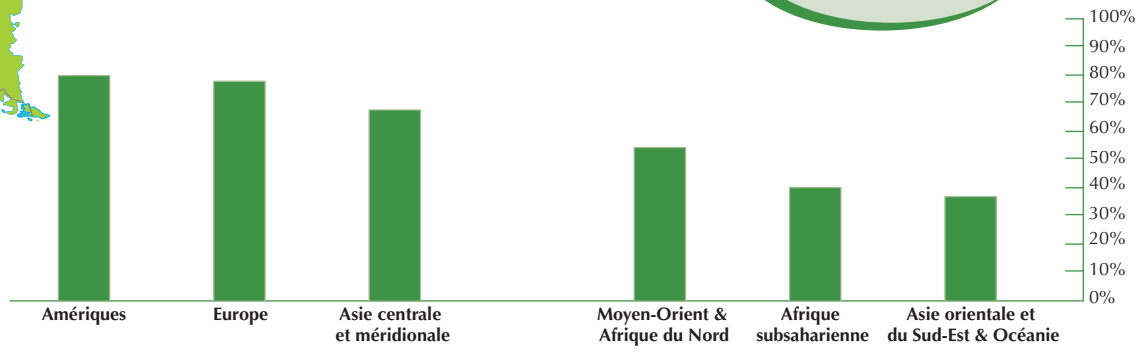


On sait que les États-Unis ont déployé un petit nombre de soldats âgés de moins de 18 ans en Irak.

Les enfants soldats sont probablement utilisés de manière plus généralisée, mais l'absence de données générales et solides a empêché que certains cas figurent sur cette carte.

Entre 2001 et 2004, 12 gouvernements africains ont utilisé des enfants soldats dans leurs forces armées.

Étant donné que les chiffres fiables sont peu nombreux, cette carte sous-estime la récente utilisation des enfants soldats. Le droit international sur ce sujet n'est pas solide. La CRC (voir ci-dessus) autorise le recrutement de soldats âgés de moins de 18 ans, à condition qu'ils aient au minimum 15 ans. L'OPCAC interdit à des groupes armés non étatiques d'utiliser des enfants de moins de 18 ans comme soldats. Il interdit à l'État de les recruter de manière obligatoire, mais lui permet d'accepter des recrues volontaires. Seuls les États-Unis et la Somalie n'ont pas ratifié la CRC, et la plupart des pays ont ratifié l'OPCAC. Des 12 gouvernements africains qui ont utilisé des enfants soldats entre 2001 et 2004, cinq ont ratifié les deux traités.



RATIFICATION DE L'OPCAC
Pourcentage de pays dans chaque région qui ont ratifié l'OPCAC
Décembre 2005

Enfants soldats

De 2001 à 2004, des enfants de moins de 18 ans étaient utilisés dans des combats dans au moins 20 pays – et probablement de nombreux autres.



Le déclin du nombre de conflits armés depuis 1992 résulte probablement de l'efficacité accrue des Nations unies pour arrêter les guerres.

5

Causes de guerre, causes de paix

Depuis 1945, il y a eu trois grands changements dans le modèle des conflits armés : la fin de la guerre coloniale, la quasi-disparition des conflits inter-étatiques, et une rapide augmentation des combats intra-étatiques, suivie d'une chute vertigineuse.

Ces changements historiques ont été associés à deux événements historiques : la fin du colonialisme européen et la fin de la guerre froide. Après la deuxième Guerre mondiale, la totalité de l'Afrique, une grande partie de l'Asie, et des régions d'Amérique latine se trouvaient sous le règne colonial. À partir de 1980, à l'exception de quelques petites colonies, tous les pays avaient obtenu leur indépendance. Une cause majeure de guerre avait disparu. Mais qu'en est-il des combats inter-étatiques au cours de la période postcoloniale ? Pourquoi le nombre de conflits intra-étatiques après la guerre froide a-t-il diminué ? Les réponses ici sont plus complexes.

Le faible nombre de guerres inter-étatiques après 1945 répond à trois grands facteurs. Le premier a été la démocratisation : la forte augmentation du nombre de démocraties par rapport au nombre de dictatures ; les démocraties se battent rarement les unes contre les autres. Ensuite, il y a eu la mondialisation : à l'heure actuelle, il est presque toujours moins cher d'acheter des ressources sur le marché mondial que de les saisir par la force ; les pays ont trouvé des manières bien moins coûteuses que la guerre pour atteindre leurs objectifs. Enfin, le sentiment mondial s'est fermement éloigné de la guerre : jusqu'à la première Guerre mondiale, la guerre était considérée comme un élément inévitable de l'expérience humaine, et un instrument accepté de l'attirail de l'État. Dans la majeure partie des sociétés (mais pas toutes), ce n'est plus le cas. Un monde de plus en plus opposé à la guerre a déclaré que les actes d'agressions sont illégaux, et que la force armée n'est justifiée que pour se défendre, ou qu'avec l'autorisation du Conseil de sécurité. Ces règles sont encore parfois violées, mais elles sont de plus en plus acceptées comme légitimes.

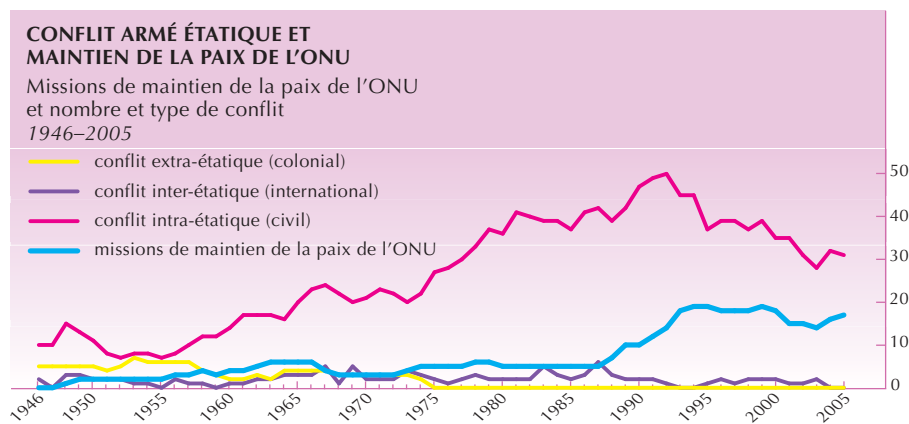
L'ONU a été créée en 1945, mais pendant près de 50 ans, elle a rarement joué le rôle de sécurité mondiale que ses fondateurs avaient envisagé. La paix de 40 ans entre les grandes puissances au cours de la guerre froide était liée à la possession mutuelle d'armes de destruction massive. Toutefois, la guerre froide a également alimenté des guerres par procuration dans de nombreux pays pauvres. En 1992, les conflits intra-étatiques ont atteint un sommet historique.

Lorsque la guerre froide a pris fin, l'un des grands catalyseurs de conflits armés a disparu. Toutefois, l'éclatement de l'Union soviétique et de la Yougoslavie ont révélé de nouvelles tensions – et créé de nouveaux

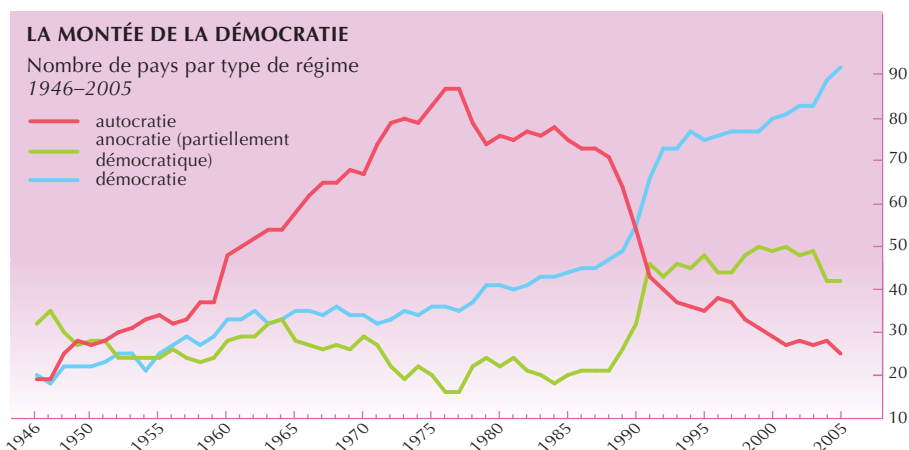
Guatemala
Paul Smith/
Panos Pictures

conflits – dans les Balkans, le Caucase et l’Asie centrale. En effet, le nombre de conflits ayant éclaté dans les années 1990 était le double de celui des années 1980. Les années 1990 ont toutefois également vu une augmentation encore plus grande du nombre de guerres arrivant à leur terme, conduisant au net déclin du nombre de conflits.

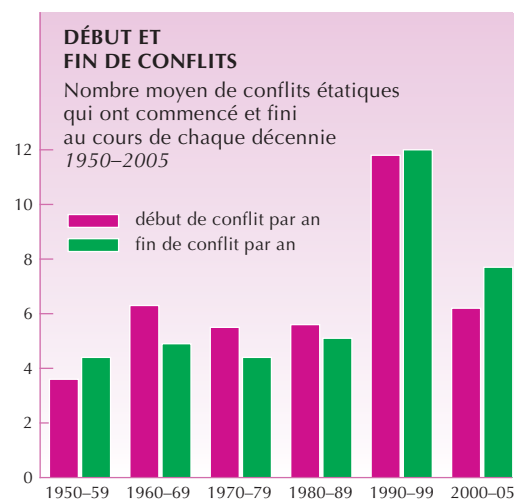
Nous expliquons ce déclin par la recrudescence de l’activisme international, dont l’ONU est le fer de lance, qui est survenue au lendemain de la guerre froide. Le nombre de missions de maintien de la paix des Nations unies (diplomatie visant à mettre un terme aux guerres de longue durée) est passé de 4 en 1990 à 15 en 2002. Le nombre d’opérations de maintien de la paix de l’ONU (impliquant des troupes sur le terrain) est passé de 10 en



Après la fin de la guerre froide, le nombre de conflits armés a diminué. Au cours de la même période, le nombre d’opérations de maintien de la paix a augmenté.



En 1975, seuls 26 % des pays étaient démocratiques. En 2005, ce chiffre s’élevait à 58 %. La démocratie se caractérise ici par des contraintes sur l’exercice du pouvoir exécutif, par des élections libres, et par des libertés civiles garanties.



Depuis le début des années 1960 jusqu’à la fin des années 1980, le nombre de conflits qui a éclaté chaque décennie a été supérieur au nombre de conflits ayant pris fin. Depuis lors, c’est l’inverse.

1990 à 17 en 2005, et la nature de ces opérations a fondamentalement changé. Si au temps de la guerre froide, les missions ne consistaient souvent qu’à surveiller les lignes de cessez-le-feu, la plupart des opérations de paix actuelles visent à reconstruire les institutions nationales et à empêcher la résurgence de la violence.

Cette flambée de l’activité de l’ONU, soutenue par des initiatives d’organisations régionales et d’ONG, a souvent été mal planifiée et mise en œuvre. Toutefois, le fait que le nombre de conflits a diminué proportionnellement à la montée de l’activisme international dans les années 1990 suggère – mais ne prouve pas – qu’il y a un lien de cause à effet entre les deux.

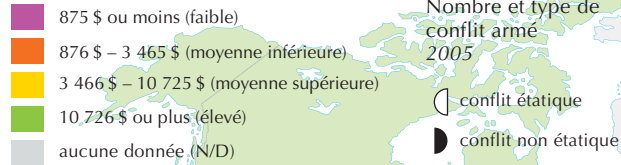
La pauvreté est également étroitement liée aux conflits armés. Il va de soi que les pauvres ne sont pas de nature plus violents que les riches. Toutefois, un revenu par habitant plus élevé a tendance à impliquer un État fort, ce qui signifie davantage de ressources pour écraser des rébellions ou résoudre les griefs qui les motivent.

La fin de la guerre froide a été lié à un autre changement important. Depuis le début des années 1990, la plupart des conflits se sont terminés par des accords négociés, ceux qui se sont soldés par une victoire ont été moins nombreux, en grande partie parce que les efforts de recherche de la paix sont de plus en plus souvent couronnés de succès. Malheureusement, près de 30 % des accords négociés sont rompus dans les cinq ans qui suivent. C’est la raison pour laquelle l’ONU et d’autres organisations internationales déploient tant d’efforts de « consolidation de la paix après un conflit » – politiques visant à empêcher les guerres d’éclater à nouveau.

La tendance actuelle à la baisse du nombre de conflits armés va-t-elle se poursuivre ? La réponse dépend de l’ampleur de la réussite de la communauté internationale à mettre un terme aux guerres existantes, et à garantir la durabilité des accords de paix.

REVENUS ET CONFLIT ARMÉ

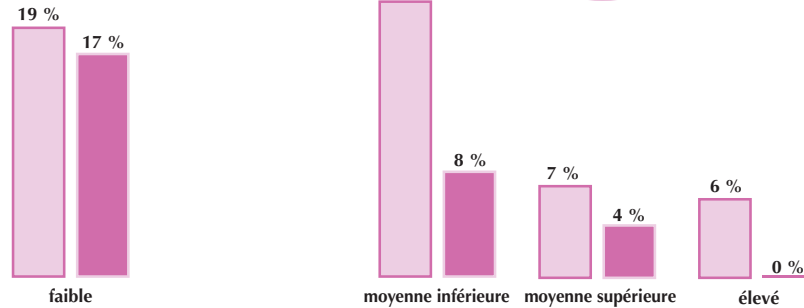
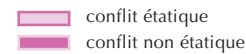
Tranches de revenus de la Banque mondiale sur la base du revenu national brut par habitant 2005



Le lien étroit unissant guerre et pauvreté s'explique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les conflits armés créent ou exacerbent la pauvreté – la guerre a été décrite à juste titre comme un « développement à l'envers ». Ensuite, les pays pauvres, contrairement aux pays riches, ne disposent pas des ressources pour résoudre les griefs qui peuvent alimenter les soulèvements armés. Enfin, les pays pauvres ont tendance à être dotés de forces de sécurité faibles et, dès lors, éprouvent des difficultés à prévenir des rébellions et à écraser celles qu'ils ne peuvent prévenir.

TRANCHE DE REVENUS ET CONFLIT ARMÉ

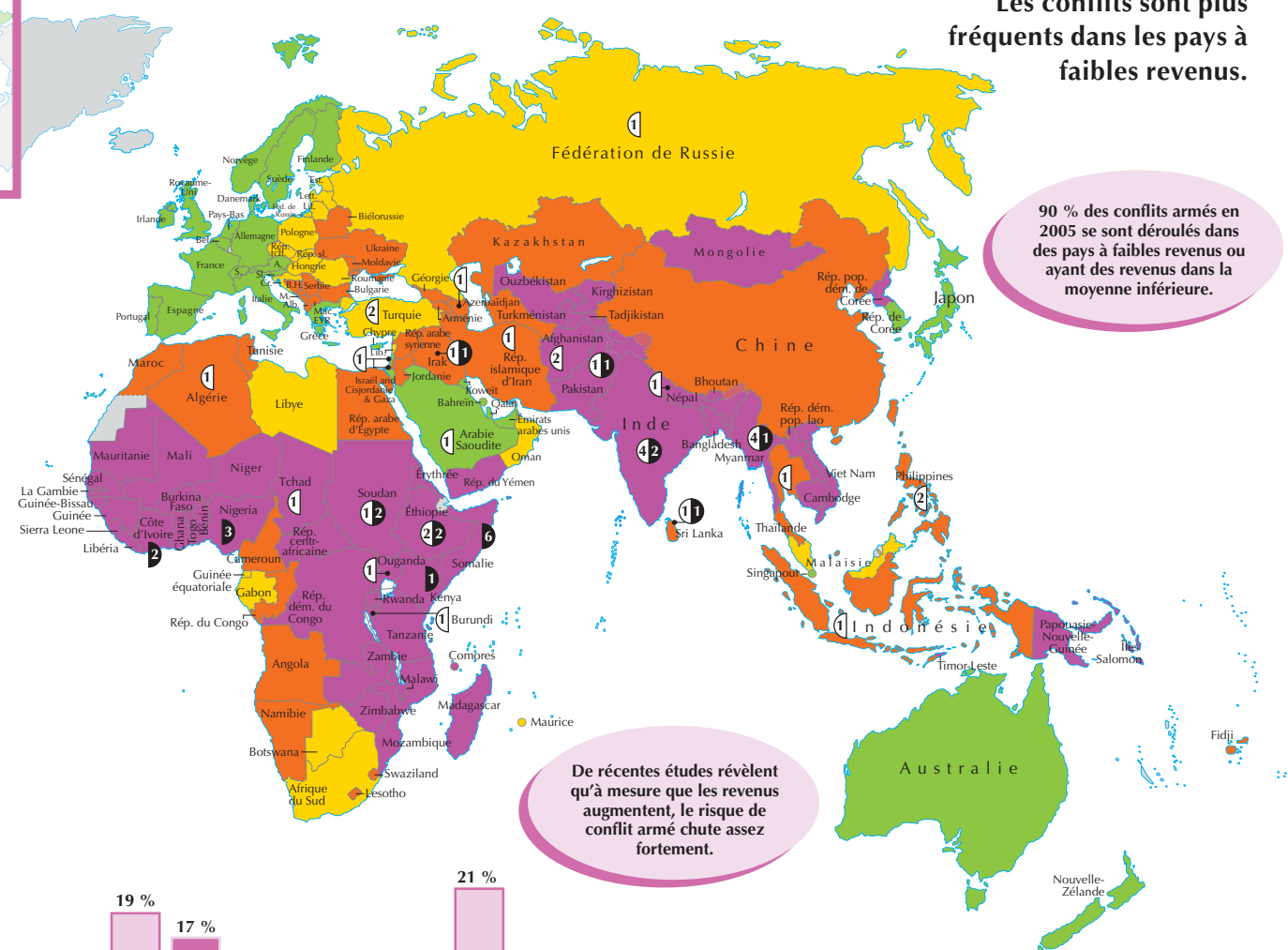
Pourcentage de pays dans chaque tranche de revenus connaissant un conflit armé 2005



Guerre et pauvreté

Les conflits sont plus fréquents dans les pays à faibles revenus.

90 % des conflits armés en 2005 se sont déroulés dans des pays à faibles revenus ou ayant des revenus dans la moyenne inférieure.

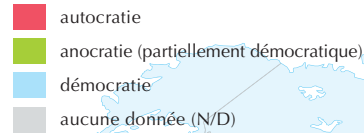


De récentes études révèlent qu'à mesure que les revenus augmentent, le risque de conflit armé chute assez fortement.

Plus les revenus sont faibles, plus le nombre de conflits armés est élevé.

TYPE DE RÉGIME ET CONFLIT ARMÉ

Type de régime
2005



Nombre et type
de conflit armé
2005

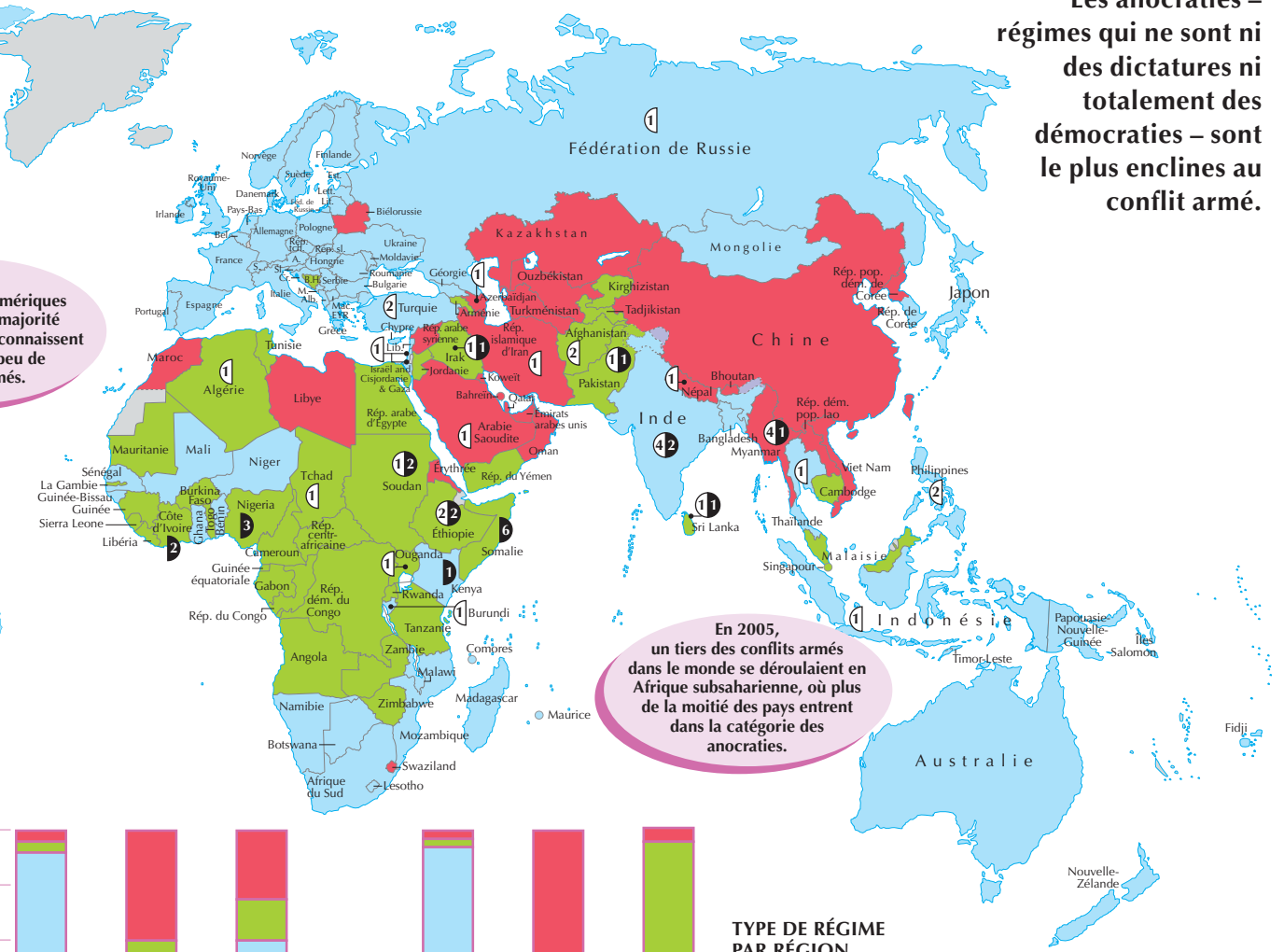


L'Europe et les Amériques
sont en grande majorité
démocratiques, et connaissent
relativement peu de
conflits armés.

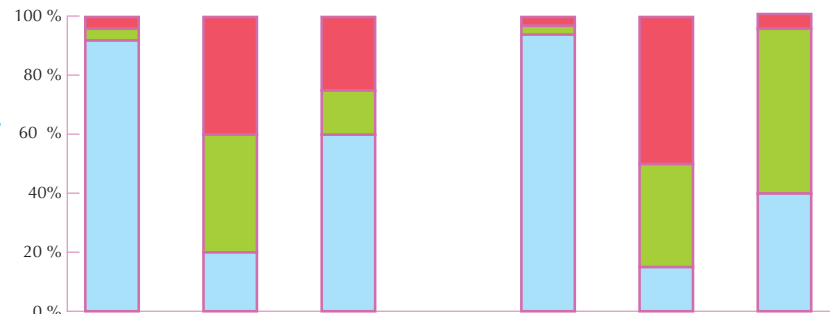
Les régimes politiques peuvent être en général divisés en trois groupes : les démocraties, qui n'entrent presque jamais en guerre entre elles, et qui, vu qu'elles disposent des structures et procédures politiques pour répondre aux griefs, ont très peu de conflits internes ; les autocraties (dictatures), qui ont tendance à réprimer impitoyablement toute dissension ou insurrection, et qui connaissent elles aussi relativement peu de conflits armés ; et les anocraties, qui ne sont ni totalement démocratiques ni totalement autoritaires, et qui sont le théâtre de la plupart des conflits armés.

Conflit et type de régime

Les anocraties – régimes qui ne sont ni des dictatures ni totalement des démocraties – sont le plus enclines au conflit armé.

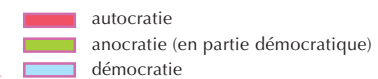


En 2005,
un tiers des conflits armés
dans le monde se déroulaient en
Afrique subsaharienne, où plus
de la moitié des pays entrent
dans la catégorie des
anocraties.



TYPE DE RÉGIME PAR RÉGION

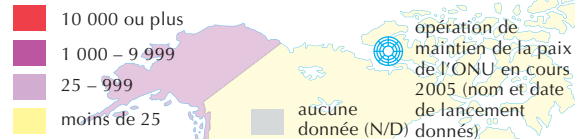
Pourcentage de pays avec chaque type de régime 2005



L'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient & l'Afrique du Nord, et l'Asie centrale et méridionale ont tous une proportion élevée d'anocraties. En 2005, 45 des 59 conflits armés dans le monde se produisaient dans ces trois régions.

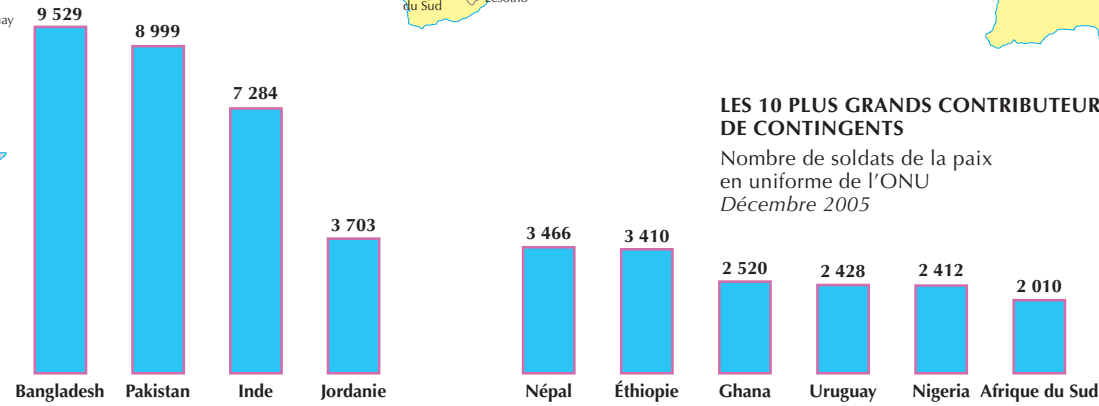
MORTS DES COMBATS ET OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU

Nombre déclaré de morts des combats des conflits étatiques dans le monde 2000-2005



En décembre 2005, l'ONU disposait de près de 70 000 soldats de la paix et policiers en civil déployés dans le monde.

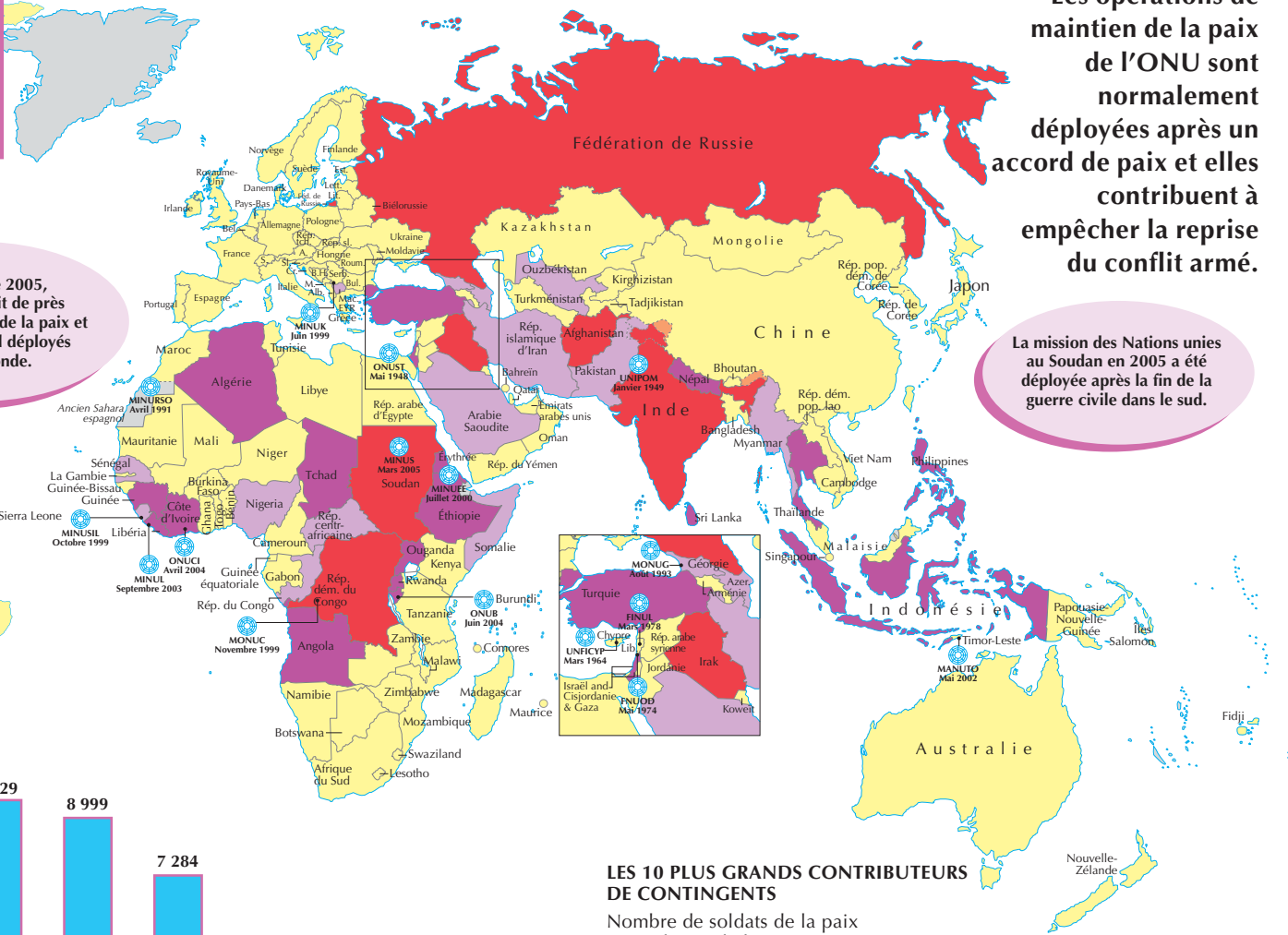
À mesure que le nombre d'opérations de maintien de la paix a augmenté dans les années 1990, le nombre de conflits armés et de morts des combats a diminué. Quelques pays où sont déployés les soldats de la paix connaissent encore une violence politique, mais le bilan est en général faible et est presque toujours moins lourd qu'avant le déploiement de la mission de maintien de la paix. Avec les accords de paix en place, la présence de soldats de la paix et de programmes de reconstruction internationaux peuvent contribuer à empêcher la reprise des conflits. C'est important car, jusqu'à présent, près de 30 % des accords négociés ont échoué dans les 5 ans.



Maintien de la paix et conflit armé

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont normalement déployées après un accord de paix et elles contribuent à empêcher la reprise du conflit armé.

La mission des Nations unies au Soudan en 2005 a été déployée après la fin de la guerre civile dans le sud.



LES 10 PLUS GRANDS CONTRIBUTEURS DE CONTINGENTS

Nombre de soldats de la paix en uniforme de l'ONU
Décembre 2005

Les 10 pays fournissant le plus de soldats de la paix en uniforme de l'ONU étaient tous des pays à faibles revenus, à l'exception de l'Afrique du Sud et de l'Uruguay (moyenne supérieure) et de la Jordanie (moyenne inférieure).

Pays	Années d'existence en tant qu'État 1946–2005	Nombre de conflits armés internationaux 1946–2005	Conflits armés étatiques			Nombre de conflits			Campagnes de violence unilatérale 2005	Résultat sur l'Échelle de terreur politique (PTS) 2005	Nombre de réfugiés par pays d'origine 2005	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDP) 2005	Enfants soldats (< 18 ans) utilisés en combat actif* 2001–2004	Type de régime 2005
			Nombre d'années de conflit 1946–2005	Nombre de morts des combats sur le sol national 1946–2005	Nombre de conflits 2005	Nombre d'années de conflit 2002–2005	Nombre de conflits 2005							
Afghanistan	60	2	28	562 628	1	2	0	1	5	1 908 052	176 596	Oui	Anocratie	
Afrique du Sud	60	3	28	3 775	0	0	0	0	3	268	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Albanie	60	2	3	38	0	0	0	0	2,5	12 702	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Algérie	44	2	16	343 113	1	0	0	0	4	12 006	500 000	Non concluant	Anocratie	
Allemagne	57	3***	5***	0***	0	0	0	0	1,5	78	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Angola	31	3	29	233 799	0	0	0	0	3,5	215 777	61 700	Oui	Anocratie	
Arabie saoudite	60	2	3	358	0	0	0	0	3	151	0 ou N/D	Non	Autocratie	
Argentine	60	2	9	4 215	0	0	0	0	2	856	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Arménie	15	2	3	0	0	0	0	0	2	13 965	8 000	Non concluant	Anocratie	
Australie	60	8	27	0	0	0	0	0	1,5	44	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Autriche	51	0	0	0	0	0	0	0	1,5	66	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Azerbaïdjan	15	2	6	20 372	1	0	0	0	3	233 675	558 387	Non concluant	Autocratie	
Bahreïn	35	1	1	0	0	0	0	0	1,5	41	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Bangladesh	34	1	19	53 500	0	0	0	0	4	7 294	500 000	Non concluant	Démocratie	
Belarus	15	0	0	0	0	0	0	0	2,5	8 857	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Belgique	60	5	7	0	0	0	0	0	1,5	95	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Bénin	46	0	0	0	0	0	0	0	3	411	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Bhoutan	57	0	0	0	0	0	0	0	1	106 537	0 ou N/D	Non	Autocratie	
Bolivie	60	0	3	1 682	0	0	0	0	2,5	269	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Bosnie-Herzégovine	14	3	5	55 000	0	0	0	0	2	109 930	183 400	Non	Anocratie	
Botswana	40	1	1	0	0	0	0	0	2	4	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Brésil	60	0	0	0	0	1	0	1	4	370	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Bulgarie	60	1	2	0	0	0	0	0	2,5	4 254	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Burkina Faso	46	1	2	150	0	0	0	0	2	607	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Burundi	44	0	15	8 605	1	2	0	1	4,5	438 663	117 000	Oui	Démocratie	
Cambodge	52	3	33	342 949	0	0	0	0	3	17 806	0 ou N/D	Non	Anocratie	
Cameroun	46	1	2	4 820	0	0	0	0	3,5	9 016	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Canada	60	5	10	0	0	0	0	0	1	122	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Chili	60	0	1	2 095	0	0	0	0	1	938	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Chine	60	6	24	1 309 146	0	0	0	0	4	144 228	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Chypre	46	1	1	6 311	0	0	0	0	2,5	5	265 000	Non concluant	Démocratie	
Cisjordanie et Gaza	–	voir Israël	voir Israël	voir Israël	voir Israël	voir Israël	voir Israël	voir Israël	4	349 673	35 571	Oui	--	
Colombie	60	1	43	28 681	1	4	1	2	4,5	60 415	2 684 650	Oui	Démocratie	
Comores	31	0	2	83	0	0	0	0	1	61	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Congo, Rep. dém. du	46	3	16	181 345	0	3	0	2	4,5	430 625	1 664 000	Oui	Anocratie	
Congo, Rép. du	46	1	6	9 791	0	0	0	0	2,5	24 413	123 500	Non concluant	Anocratie	
Corée, Rép. de	58	4	19	658 670	0	0	0	0	1,5	268	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Corée, Rép. pop. dém. de	58	2	16	627 418	0	0	0	0	4	288	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Costa Rica	60	0	1	2	0	0	0	0	1	178	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Côte d'Ivoire	46	0	3	1 200	0	3	2	0	4	18 303	500 000	Oui	Anocratie	
Croatie	15	4	4	10 000	0	0	0	0	2	119 148	4 900	Non	Démocratie	
Cuba	60	3	19	5 307	0	0	0	0	2,5	19 000	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Danemark	60	5	6	0	0	0	0	0	1	12	0 ou N/D	Non	Démocratie	

Pays	Années d'existence en tant qu'État 1946–2005	Nombre de conflits armés internationaux 1946–2005	Conflits armés étatiques			Nombre de conflits			Campagnes de violence unilatérale 2005	Résultat sur l'Échelle de terreur politique (PTS) 2005	Nombre de réfugiés par pays d'origine 2005	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDP) 2005	Enfants soldats (< 18 ans) utilisés en combat actif* 2001–2004	Type de régime 2005
			Nombre d'années de conflit 1946–2005	Nombre de morts des combats sur le sol national 1946–2005	Nombre de conflits 2005	Nombre d'années de conflit 2002–2005	Nombre de conflits 2005							
Égypte, Rép. arabe d'	60	6	22	22 774	0	0	0	2	3,5	6 291	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
El Salvador	60	2	17	56 353	0	0	0	0	2,5	4 281	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Émirats arabes unis	35	1	1	0	0	0	0	0	2	30	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Équateur	60	1	1	39	0	1	0	0	3	770	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Érythrée	13	1	5	225 391	0	0	0	0	3	143 594	50 509	Non concluant	Autocratie	
Espagne	60	7	11	245	0	0	0	0	2	49	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Estonie	15	3	2	667	0	0	0	0	1,5	743	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
États-Unis	60	17	32	189	1	0	0	0	3	683	0 ou N/D	Oui	Démocratie	
Éthiopie	60	4	44	83 592	2	4	2	0	4	65 293	207 500	Non concluant	Anocratie	
Fédération de Russie	60 ^{††}	7 ^{††}	33 ^{††}	98 251 ^{††}	1	0	0	0	4	102 965	265 000	Oui	Démocratie	
Fidji	36	0	0	0	0	0	0	0	1,5	1 379	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Finlande	60	0	0	0	0	0	0	0	1	5	0 ou N/D	Non	Démocratie	
France	60	19	24	1 180	0	0	0	0	2	286	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Gabon	46	1	1	30	0	0	0	0	3	81	0 ou N/D	Non	Anocratie	
Gambie	41	1	1	650	0	0	0	0	2	1 678	0 ou N/D	Non	Anocratie	
Géorgie	15	1	5	3 717	0	0	0	0	3	7 301	240 000	Non concluant	Démocratie	
Ghana	49	0	3	103	0	1	0	0	2	18 432	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Grèce	60	4	11	154 000	0	0	0	0	2	331	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Guatemala	60	0	33	46 388	0	1	1	0	3,5	3 379	242 000	Non concluant	Démocratie	
Guinée	48	1	5	1 400	0	0	0	0	2,5	5 820	82 000	Oui	Anocratie	
Guinée équatoriale	38	0	1	185	0	0	0	0	3	477	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Guinée-Bissau	32	1	2	9 005	0	0	0	0	2,5	1 050	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Guyane	40	0	0	0	0	0	0	0	2,5	406	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Haïti	60	0	3	419	0	0	0	1	4	13 542	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Honduras	60	4	4	1 072	0	0	0	0	3	535	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Hongrie	60	2	2	3 171	0	0	0	0	2	3 519	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Îles Salomon	28	0	0	0	0	0	0	0	1,5	27	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Inde	59	4	48	83 130	5	4	2	2	3,5	16 275	600 000	Non concluant	Démocratie	
Indonésie	60	2	41	63 585	1	1	0	0	3,5	34 384	471 000	Oui	Démocratie	
Iran, Rép. islamique d'	60	4	28	340 127	1	0	0	0	3,5	98 772	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Irak	60	5	41	462 133	1	4	1	4	5	262 142	1 300 000	Oui	Anocratie	
Irlande	60	0	0	0	0	0	0	0	1	21	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Israël	58	6	58	27 983	1	0	0	2	4	632	225 000	Non concluant	Démocratie	
Italie	60	5	7	0	0	0	0	0	2	217	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Jamaïque	44	0	0	0	0	0	0	0	3	450	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Japon	60	3	3	0	0	0	0	0	1	13	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Jordanie	60	5	9	4 222	0	0	0	1	2,5	1 789	160 000	Non concluant	Anocratie	
Kazakhstan	15	1	2	0	0	0	0	0	2,5	4 316	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Kenya	43	0	1	13 273	0	1	1	0	3,5	4 620	381 924	Non concluant	Démocratie	
Kirghizistan	15	1	2	0	0	0	0	0	2,5	3 122	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Koweït	45	2	2	14 586	0	0	0	0	2	381	0 ou N/D	Non	Autocratie	
Lao, R.D.P.	52	3	19	24 005	0	0	0	0	3	24 442	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Lesotho	40	1	1	114	0	0	0	0	2	6	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	

Pays	Années d'existence en tant qu'État 1946–2005	Nombre de conflits armés internationaux 1946–2005	Conflits armés étatiques			Nombre de conflits			Campagnes de violence unilatérale 2005	Résultat sur l'Échelle de terreur politique (PTS) 2005	Nombre de réfugiés par pays d'origine 2005	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDP) 2005	Enfants soldats (< 18 ans) utilisés en combat actif* 2001–2004	Type de régime 2005
			Nombre d'années de conflit 1946–2005	Nombre de morts des combats sur le sol national 1946–2005	Nombre de conflits 2005	Nombre d'années de conflit 2002–2005	Nombre de conflits 2005							
Lettonie	15	1	2	735	0	0	0	0	2	2 430	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Liban	60	2	19	149 622	0	0	0	0	3	18 323	325 000	Non concluant	Démocratie	
Libéria	60	0	12	12 684	0	0	0	0	3	231 114	48 000	Oui	Anocratie	
Libye	55	4	25	4 250	0	0	0	0	3	1 535	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Lituanie	15	2	3	8 620	0	0	0	0	1	1 448	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Macédoine, E.R.Y. de	15	1	3	145	0	0	0	0	2	8 599	770	Non	Démocratie	
Madagascar	46	0	1	7 080	0	1	0	0	2	203	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Malaisie	49	2	10	11 744	0	0	0	0	2,5	394	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Malawi	42	0	0	0	0	0	0	0	3	101	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Mali	46	2	4	350	0	0	0	0	2	520	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Maroc	50	3	18	16.514	0	0	0	0	3	93 572 [†]	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Maurice	38	0	0	0	0	0	0	0	–	27	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Mauritanie	46	1	5	392	0	0	0	0	3	31 651	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Mexique	60	0	2	144	0	3	1	0	3	2 313	11 000	Non concluant	Démocratie	
Moldova	15	1	3	650	0	0	0	0	2,5	12 063	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Mongolie	60	1	2	0	0	0	0	0	2,5	654	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Mozambique	31	1	16	139 749	0	0	0	0	3	104	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Myanmar	58	2	57	72 573	3	2	1	1	4	164 864	540 000	Oui	Autocratie	
Namibie	16	2	5	25 000	0	0	0	0	2	1 226	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Népal	60	0	13	11 021	1	0	0	1	5	2 065	150 000	Non concluant	Autocratie	
Nicaragua	60	2	13	40 017	0	0	0	0	2,5	1 463	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Niger	46	2	6	489	0	0	0	0	2	655	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Nigeria	46	2	8	75 812	0	4	3	1	4	22 098	200 000	Non concluant	Anocratie	
Norvège	60	5	6	0	0	0	0	0	1	15	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Nouvelle-Zélande	60	5	23	0	0	0	0	0	1	4	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Oman	60	3	6	2 032	0	0	0	0	1,5	12	0 ou N/D	Non	Autocratie	
Ouganda	44	2	28	120 484	1	2	0	1	4,5	34 170	1 740 498	Oui	Anocratie	
Ouzbékistan	15	2	4	107	0	0	0	0	4	8 323	3 400	Non	Autocratie	
Pakistan	59	4	25	23 506	0	3	1	0	4	29 698	20 000	Non concluant	Anocratie	
Panama	60	1	1	426	0	0	0	0	1	42	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31	0	7	323	0	0	0	0	3	23	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Paraguay	60	0	3	4 250	0	0	0	0	2,5	44	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Pays-Bas	60	8	15	0	0	0	0	0	1	159	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Pérou	60	1	21	31 046	0	0	0	0	2,5	4 865	60 000	Non concluant	Démocratie	
Philippines	60	3	50	77 295	2	0	0	0	4	465	60 000	Oui	Démocratie	
Pologne	60	4	6	0	0	0	0	0	1,5	19 641	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Portugal	60	8	18	0	0	0	0	0	2	74	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Qatar	35	1	1	0	0	0	0	0	1,5	11	0 ou N/D	Non	Autocratie	
République arabe syrienne	60	4	22	19 972	0	1	0	0	3	16 281	305 000	Non concluant	Autocratie	
République centrafricaine	46	1	2	219	0	0	0	0	3,5	42 890	212 000	Oui	Anocratie	
République dominicaine	60	1	2	3 276	0	0	0	0	3	67	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
République slovaque	13**	3**	2**	0**	0	0	0	0	1	791	0 ou N/D	Non	Démocratie	
République tchèque	13**	4**	3**	0**	0	0	0	0	2	3 589	0 ou N/D	Non	Démocratie	

Pays	Années d'existence en tant qu'État 1946-2005	Nombre de conflits armés internationaux 1946-2005	Conflits armés étatiques			Nombre de conflits			Résultat sur l'échelle de terreur politique (PTS) 2005	Nombre de réfugiés par pays d'origine 2005	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDP) 2005	Enfants soldats (< 18 ans) utilisés en combat actif* 2001-2004	Type de régime 2005
			Nombre d'années de conflit 1946-2005	Nombre de morts des combats sur le sol national 1946-2005	Nombre de conflits 2005	Nombre d'années de conflit 2002-2005	Nombre de conflits 2005	Campagnes de violence unilatérale 2005					
Roumanie	60	3	5	909	0	0	0	2,5	11 492	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Royaume-Uni	60	22	49	3 407	0	0	0	2,5	135	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Rwanda	44	2	12	9 759	0	0	1	2,5	100 244	Oui ^{†††}	Oui	Anocratie	
Sénégal	46	3	12	1 644	0	0	0	2	8 671	64 000	Non concluant	Démocratie	
Serbie-et-Monténégro	60 [‡]	3 [‡]	5 [‡]	4 500 [‡]	0	0	0	2,5	189 850	247 500	Non concluant	Démocratie	
Sierra Leone	45	1	10	12 997	0	0	0	2,5	40 447	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Singapour	41	0	0	0	0	0	0	2	39	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Slovénie	15	0	0	63	0	0	0	1	155	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Somalie	46	1	22	68 435	0	4	6	4	394 760	385 000	Oui	Anocratie	
Soudan	50	2	34	81 866	1	4	2	3	693 267	5 355 000	Oui	Anocratie	
Sri Lanka	58	0	22	62 044	1	2	1	4,5	108 059	341 175	Oui	Anocratie	
Suède	60	0	0	0	0	0	0	1	75	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Suisse	60	0	0	0	0	0	0	1,5	16	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Swaziland	38	0	0	0	0	0	0	2,5	13	0 ou N/D	Non	Autocratie	
Tadjikistan	15	1	6	41 400	0	0	0	3	54 753	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Tanzanie	45	1	2	1 923	0	0	0	3	1 544	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Tchad	46	7	39	43 921	1	0	0	3	48 400	200 000	Oui	Anocratie	
Thaïlande	60	6	31	6 200	1	0	0	4	424	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Timor-Leste	4	0	0	33 525	0	0	0	2	251	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Togo	46	0	2	55	0	0	0	4,5	51 107	3 000	Non	Anocratie	
Trinité-et-Tobago	44	0	1	30	0	0	0	3	63	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Tunisie	50	1	2	3 435	0	0	0	2,5	3 129	0 ou N/D	Non	Anocratie	
Turkménistan	15	0	0	0	0	0	0	3	820	Oui ^{†††}	Non concluant	Autocratie	
Turquie	60	5	27	36 299	2	0	0	3,5	170 131	677 904	Non concluant	Démocratie	
Ukraine	15	1	2	17 619	0	0	0	2,5	84 213	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Uruguay	60	0	1	53	0	0	0	1	111	0 ou N/D	Non	Démocratie	
Venezuela, Rép. bol. du	60	0	2	583	0	0	0	3	2 590	0 ou N/D	Non concluant	Démocratie	
Viet Nam	52 ^{††}	5 ^{††}	27 ^{††}	2 488 532 ^{††}	0	0	0	3	358 248	0 ou N/D	Non concluant	Autocratie	
Yémen, Rép. du	60 ^{†††}	2 ^{†††}	17 ^{†††}	72 421 ^{†††}	0	0	0	4	1 325	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Zambie	42	0	0	0	0	0	0	3	151	0 ou N/D	Non concluant	Anocratie	
Zimbabwe	41	2	18	27 000	0	0	0	4	10 793	569 685	Non concluant	Anocratie	

Les pays comptant moins de 500 000 habitants ne sont pas repris dans le présent atlas, pas plus que les territoires non souverains/dépendances, à l'exception de la Cisjordanie et de Gaza.

* « oui » signifie que le gouvernement et/ou des groupes non étatiques ont utilisé des enfants dans des combats actifs. « Non concluant » signifie soit des rapports non vérifiés faisant état d'enfants dans des combats actifs, soit un âge de recrutement incertain ou inférieur à 18 ans. « Non » signifie que ni le gouvernement ni les groupes non étatiques ne sont soupçonnés d'utiliser des enfants soldats.

** Ces données commencent en 1993, année de la création de la République tchèque et de la République slovaque. De 1946 à 1992, la Tchécoslovaquie a connu 1 conflit international, 1 an de conflit, mais aucun mort des combats sur le sol national.

*** Les données d'avant 1990 couvrent la République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest), créée en 1949, mais pas la République démocratique allemande (Allemagne de l'Est), un État distinct à partir de 1949 jusqu'à ce qu'il s'unisse à la République fédérale en 1990. L'Allemagne de l'Est (1949-90) n'avait aucun conflit international, aucune année de conflit, et aucun mort des combats sur le sol national.

† Ce chiffre englobe les 90 652 réfugiés du Sahara-Occidental.

†† Étant donné que la Fédération de Russie est l'État qui a succédé à l'Union soviétique, les données pour la période avant

1991 concernent l'Union soviétique dans son ensemble. De 1991 à 2005, les données ne concernent que la Russie.

††† On sait que le Rwanda et le Turkménistan avaient des IDP en 2005, mais il n'existe pas de chiffres dignes de foi.

‡ Étant donné que la Serbie est l'État qui a succédé à la Yougoslavie, les données pour la période avant 1992 concernent la Yougoslavie dans son ensemble. De 1992 à 2005, les données couvrent la Serbie-et-Monténégro. En 2006, la Serbie et le Monténégro sont devenus deux États distincts.

†† De 1954 à 1975, le Viet Nam était composé de deux entités distinctes : la République démocratique du Vietnam (Nord-Vietnam) et la République du Vietnam (Sud-Vietnam). En 1976, le Nord-Vietnam a vaincu le Sud-Vietnam, formant la République socialiste réunifiée du Viet Nam. Les données pour la période 1954-75 englobent le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam ; au cours de cette période, le Sud-Vietnam a connu 4 conflits internationaux, 21 ans de conflit et 1 130 298 morts des combats sur le sol national.

††† En 1967, le territoire d'Aden, anciennement contrôlé par les Britanniques, est devenu indépendant sous le nom de République populaire démocratique du Yémen (Yémen du Sud). En 1990, le Yémen du Sud a fusionné avec la République arabe du Yémen (Yémen du Nord) pour former l'actuelle République du Yémen. Les données pour la période 1946-67 ne couvrent que le Yémen du Nord. Les données pour la période 1967-90 couvrent le Yémen du Sud et du Nord ; au cours de cette période, le Yémen du Sud a connu 2 conflits internationaux, 7 ans de conflit et 12 296 morts des combats sur le sol national.

Sources

Les principales sources de données utilisées :

Ensemble de données du Programme de collecte de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (Uppsala Conflict Data Program – UCDP), Université d'Uppsala/Centre pour l'étude de la guerre civile, Institut international de recherche pour la paix (International Peace Research Institute – PRIO), Oslo, 2006. Ci-après « ensemble de données UCDP/PRIO, 2006 ».

Ensemble de données du Programme de collecte de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (UCDP), Université d'Uppsala/Projet du Rapport sur la Sécurité Humaine (HSRP), 2006. Ci-après « ensemble de données UCDP/HSRP, 2006 ».

Bethany Lacina et Nils Petter Gleditsch, "Monitoring Trends in Global Combat: A New Dataset of Battle Deaths", *European Journal of Population*, 21, n° 2-3 (juin 2005) : pp. 145-166. Cet ensemble de données a été actualisé et révisé en 2006. Ci-après « ensemble de données Lacina/Gleditsch, 2006 ».

Centre pour l'étude de la guerre civile, Institut international de recherche pour la paix, Oslo (PRIO). Ci-après « PRIO, 2006 ».

Pages 6–7

LE MONDE PAR RÉGION

Données démographiques collectées par la Banque mondiale (en anglais), Indicateurs de développement mondial 2005 (Data & Statistics, Quick Query: *World Development Indicators 2005*) (consulté le 26 septembre 2007).

1 Quand les pays entrent en guerre

Page 10

NOMBRE ET TYPE DE CONFLITS ÉTATIQUES, 1946–2005

Ensemble de données UCDP/PRIO, 2006.

Page 11

RÉPARTITION RÉGIONALE DES CONFLITS ÉTATIQUES, 2005

Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

TENDANCES RÉGIONALES, 1946–2005

Ensemble de données UCDP/PRIO, 2006.

Pages 12–13

CONFLITS ARMÉS INTERNATIONAUX, 1946–2005

PRIO, 2006.

LES PAYS LES PLUS ENCLINS À LA GUERRE

Les données sont similaires à celles d'un tableau du *Rapport sur la sécurité humaine 2005*. Toutefois, la période et les règles d'encodage diffèrent légèrement.

Pages 14–15

CONFLITS ÉTATIQUES SUR LE SOL NATIONAL, 1946–2005

Ensemble de données UCDP/PRIO, 2006.

Pages 16–17

TEMPS CONSACRÉ AU CONFLIT, 1946–2005

PRIO, 2006.

2 Seigneurs de la guerre et massacres de civils

Les données pour tous les graphiques de cette section proviennent de l'ensemble de données UCDP/HSRP, 2006. Les données du Groupe de travail sur l'instabilité politique relatives aux génocides et politiques mentionnées dans le texte sont compilées par Barbara Harff. Voir Barbara Harff, « Génocide », www.humansecurityreport.info

3 Compter les morts

Page 28

MORTS DES COMBATS DES CONFLITS ÉTATIQUES, 1946–2005

Ensemble de données Lacina/Gleditsch, 2006.

Page 29

MORTS DES COMBATS DES CONFLITS NON ÉTATIQUES, 2002–2005 DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE, 2005

DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE DANS CHAQUE RÉGION, 2005

Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Pages 30–31

MORTS DES COMBATS DES CONFLITS ÉTATIQUES, 1946–2005

Ensemble de données Lacina/Gleditsch, 2006 et ensemble de données UCDP/PRIO, 2006.

LES CONFLITS LES PLUS MEURTRIERS, 1946–2005

Ensemble de données Lacina/Gleditsch, 2006.

Pages 32–33

DÉCÈS DUS À LA VIOLENCE POLITIQUE, 2005

Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

4 Mesurer les violations des droits de l'homme

Page 36

PERSONNES DÉPLACÉES, 2005 NOMBRE DE RÉFUGIÉS ET D'IDP DANS LE MONDE, 1970–2005

Données de différentes sources collectées par Phil Orchard, Université de la Colombie-Britannique, 2007

Page 37

ÉCHELLE DE TERREUR POLITIQUE, 1980–2005

Linda Cornett and Mark Gibney, Département de science politique, Université de Caroline du Nord Asheville. Voir www.unca.edu/politicalscience/images/colloquium/faculty-staff/gibney.html

Pages 38–39

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Données de l'Échelle de terreur politique de Linda Cornett et Mark Gibney, Université de Caroline du Nord Asheville, 2006.

Données sur les décès dus à la violence politique de l'ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Indicateur de Stabilité mondiale & Absence de violence de la Banque mondiale, http://info.worldbank.org/governance/wgi2007/pdf/booklet_decade_of_measuring_governance.pdf, (consulté le 16 mars 2007).

Pages 40–41

ENFANTS SOLDATS

Informations sur l'utilisation d'enfants soldats de la Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats, *Rapport mondial 2004*, (consulté le 29 juillet 2007).

Informations sur la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant, <http://www.ohchr.org/english/countries/ratification/11.htm> (consulté le 28 septembre 2007).

Informations sur la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, http://www.ohchr.org/english/countries/ratification/11_b.htm (consulté le 28 septembre 2007).

5 Causes de guerre, causes de paix

Page 44

CONFLIT ARMÉ ÉTATIQUE ET MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU, 1946–2005

Données sur les conflits armés de l'ensemble de données UCDP/PRIO, 2006.

Données sur le nombre de missions du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, www.un.org/french/peace/peace/index.asp (consulté le 25 janvier 2007).

LA MONTÉE DE LA DÉMOCRATIE, 1946-2005

The Polity IV Project. Voir Monty G. Marshall et Jack Goldstone, "Global Report on Conflict, Governance and State Fragility 2007," *Foreign Policy Bulletin* (hiver 2007) : pp. 3-21.

Page 45

DÉBUT ET FIN DE CONFLITS, 1950-2005

Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Pages 46-47

GUERRE ET PAUVRETÉ

Données sur les tranches de revenus de la Banque mondiale 2005, web.worldbank.org/wbsite/external/datastatistics0,,contentmdk:20420458~menupk:64133156~pagepk:64133150~pipk:64133175~thesitepk:239419,00.html (consulté le 2 octobre 2006).

Données sur les conflits de l'ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Pages 48-49

CONFLIT ET TYPE DE RÉGIME, 2005

Données sur le type de régime du Polity IV Project.

Données sur les conflits de l'ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Pages 50-51

MAINTIEN DE LA PAIX ET CONFLIT ARMÉ

Données sur les morts des combats de l'ensemble de données Lacina/Gleditsch, 2006.

Données sur les opérations de maintien de la paix du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, www.un.org/french/peace/peace/index.asp (consulté le 11 juillet 2007).

Données sur le nombre de soldats de la paix en uniforme de l'ONU du Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, "Ranking of Military and Police Contributions to UN Operations, 31 December 2005", www.un.org/depts/dpko/dpko/contributors/2005/dec2005_2.pdf (consulté le 17 juillet 2007).

Pages 52-59

TABLEAU DE DONNÉES

Nombre de conflits armés internationaux et nombre d'années de conflit étatique : PRIO, 2006.

Nombre de conflits 2005 : Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Morts des combats : Ensemble de données Lacina/Gleditsch, 2006.

Nombre d'années de conflit armé non étatique et nombre de conflits : Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Campagne de violence unilatérale : Ensemble de données UCDP/HSRP, 2006.

Échelle de terreur politique : Linda Cornett et Mark Gibney, Université de Caroline du Nord Asheville, 2006.

Réfugiés et IDP : Plusieurs sources collectées par Phil Orchard, Université de la Colombie-Britannique, 2007.

Enfants soldats : Coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats.

Type de régime : Polity IV Project.

Amnesty International 36
anocraties 44, 48-49
autocraties 38, 44, 48-49

civils 10, 19-21, 24-25, 27-28, 30
combattants 10, 30
conflits armés

étatiques 9-17, 44-45
et tranche de revenus 46-47
et pauvreté 45, 46-47

et type de régime 48-49
non étatiques 19-20, 22-23
régimes autoritaires 36, 37, 39, 48-49

conflits armés internationaux 9, 10
répartition des 12-13

conflits étatiques 9, 19, 27

début et fin de 45

définition des différents types de 10

morts des combats 28-33
sur le sol national 30-31

nombre de 10, 44

nombre d'années de 16-17

répartition par tranche de revenus 46-47

répartition par type de régime 48-49

répartition et tendance régionales 11

sur le sol national 14-15

conflits extra-étatiques 10, 12, 44

conflits inter-étatiques 9, 10, 12, 43

conflits intra-étatiques 10, 43, 44

conflits intra-étatiques

internationalisés 10, 12

conflits non étatiques 9, 19-20, 25, 27

morts des combats 28, 29, 32-33
répartition par tranche de revenus 46-47

répartition par type de régime 48-49

nombre d'années de 22-23

répartition et tendance régionales 20

décès dus à la violence politique 10, 20, 24-25, 27-33

démocraties 37, 48-49

démocratisation 43, 44

département d'État des États-Unis 36

Échelle de terreur politique (PTS) 36, 37, 38-39

résultats régionaux 36-37

tendances 39

enfants soldats 35, 40-41

établissement de la paix après un conflit 45

génocide 9, 14, 19-20, 24-25, 27, 35

Groupe de travail sur l'instabilité politique (PITF) 20

groupes ethniques 10, 19, 20, 22

guérillas 22, 27

guerre 9-10, 35

guerre civile 9-10, 20, 25, 38

guerre froide 9, 11, 13, 45

depuis la fin de la 20, 36, 43, 44

guerres civiles internationalisées 9

guerres coloniales 10, 12–14, 16, 43–44

Indicateur de Stabilité politique & Absence de violence de la Banque mondiale 37, 38–39

maintien de la paix 9, 44–45

milices 9–10, 19, 21–23, 27

 utilisation d'enfants soldats 40–41

morts des combats 10, 19, 27–29, 32–33, 50–51

Nations unies 35, 43

 Charte 9

 Convention relative aux droits de l'enfant 40–41

 Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans des conflits armés 40–41

 opérations de maintien de la paix 44, 45

 Conseil de sécurité 43

 les plus grands contributeurs de contingents 50–51

 répartition des 50–51

 tendances des 44

opérations de maintien de la paix, voir Nations unies

pauvreté 19, 45

 et guerre 46–47

personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDP) 36

politicide 20, 24–25

Rapport sur la sécurité humaine 9, 19, 22, 27

réfugiés 36

revenu national brut 39, 45–47, 51

seigneurs de la guerre 10, 19, 21–23

terrorisme 28–29

Université d'Uppsala, Suède 19–21, 27–29

violation des droits de l'homme 35–41

violence unilatérale 9, 19–20, 2–29

 bilan 28–29, 32–33

 nombre d'années de 24–2

 par auteur 21

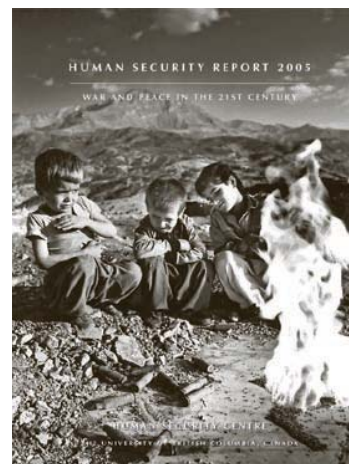
 répartition et tendance régionales 21

violence politique 9, 19, 27, 50

 décès dus à la 28–29, 37–39

 répartition des 32–33

Titres connexes du Projet du Rapport sur la Sécurité Humaine



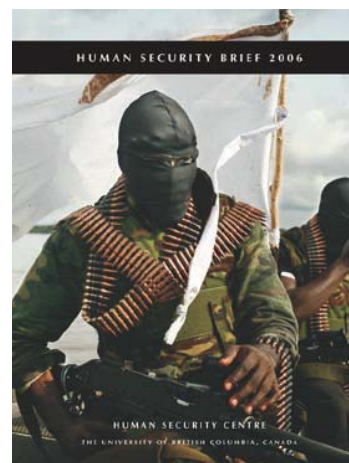
Human Security Report 2005

Il documente une réduction importante du nombre de guerres, génocides et violations des droits de l'homme au cours de la dernière décennie. Publié par Oxford University Press, le Rapport avance que la seule explication convaincante de ce changement réside dans la recrudescence sans précédent de l'activisme international, dont l'ONU est le fer de lance, qui est survenue au lendemain de la guerre froide.

ISBN13: 9780195307399

ISBN10: 0195307399

Disponible dans son intégralité à www.humansecurityreport.info
Pour commander, veuillez contacter Oxford University Press ou visiter www.amazon.com



Human Security Brief 2006

Il actualise les données relatives aux tendances des conflits du *Human Security Report 2005* et documente la poursuite du déclin du nombre de génocides et autres massacres en masse de civils, ainsi que la réduction du nombre de réfugiés et de coups d'État militaires. L'Afrique subsaharienne a connu la plus grande diminution de la violence politique au cours de la période examinée. La conclusion selon laquelle quatre des six régions du monde ont connu un accroissement du nombre de conflits depuis 2002 est moins encourageante. Disponible dans son intégralité à www.humansecuritybrief.info

Notes terminologiques

Anocratie : voir Démocratie.

Autocratie : voir Démocratie.

Civil : une personne n'appartenant pas aux forces armées de l'État ou d'un groupe non étatique ; un non-combattant.

Combattant : un membre actif et armé participant à un conflit armé, qui est ou non en uniforme.

Conflit : dans cet atlas, signifie toujours un conflit armé. Voir également Guerre.

Conflit armé : violence politique entre deux parties impliquant l'usage de la force armée, et provoquant 25 morts des combats ou plus par an.

Conflit étatique : un conflit armé où l'une des parties au moins est un État. Pour les quatre principaux types de conflits étatiques, voir p. 10. Voir également Conflit non étatique.

Conflit extra-étatique : un conflit armé impliquant un État qui se déroule hors de ses frontières géographiques. La plupart ont été des guerres coloniales.

Conflit inter-étatique : un conflit armé opposant deux ou plusieurs pays.

Conflit international : un conflit armé impliquant plus d'un pays.

Conflit intra-étatique : un conflit armé au sein d'un pays. Voir Guerre civile.

Conflit intra-étatique internationalisé : un conflit au sein d'un pays où un ou plusieurs pays étrangers ont envoyé leurs propres forces armées pour soutenir l'un des deux camps.

Conflit non étatique : un conflit armé, opposant généralement des seigneurs de la guerre ou des groupes politiques, religieux ou ethniques, qui n'implique pas activement l'État. Voir également Conflit étatique.

Décès déclarés : les chiffres donnés dans cet atlas sont des « décès déclarés » qui ont été documentés par une source fiable, et qui peuvent être attribués à un conflit armé ou à une campagne de violence unilatérale spécifique. Le recensement des décès déclarés est presque toujours inférieur, et parfois de loin, aux estimations du nombre total de décès.

Démocratie, autocratie, anocratie : aux termes du graphique p. 44 et de la carte pp. 48–49, une démocratie est un État doté de procédures bien établies pour la participation politique, avec un chef de l'exécutif librement élu soumis à d'importants freins et contrepoids. Une autocratie

supprime ou limite fortement la participation politique, choisit le chef de l'exécutif à partir de l'élite politique et dispose de peu ou pas de contrôles législatifs ou judiciaires. Une anocratie n'est ni totalement démocratique ni totalement autocratique, et peut-être en transition de l'une à l'autre.

Échelle de terreur politique (PTS) : un classement des États par l'Université de Caroline du Nord en fonction de leurs violations des droits de l'homme (voir pp. 37–39).

Enfant soldat : une personne de moins de 18 ans dans les forces armées de l'État ou d'un groupe armé, que l'enfant soit armé ou non, qu'il soit utilisé pendant les combats ou non.

Établissement de la paix : mesures visant à réduire la tension ou à créer une confiance entre États ou groupes politiques, religieux ou ethniques antagonistes, afin d'empêcher l'éclatement ou la reprise du conflit armé.

Exacerbée par la guerre : la maladie et la malnutrition augmente souvent, parfois de manière importante, pendant et après un conflit armé. La mortalité qui en résulte est parfois décrite comme provoquée par la guerre ou (plus justement) exacerbée par la guerre. Ces « décès indirects » sont souvent plus nombreux, parfois de loin, que les morts des combats (également appelé « décès directs »).

Génocide : actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, racial ou religieux (voir pp. 19–20). Voir également Politicide.

Groupe armé : tout groupe politique (autre qu'un État) qui a recours à la force armée.

Guerre : un conflit armé provoquant 1 000 morts des combats ou plus sur une année civile.

Guerre civile : un conflit intra-étatique provoquant 1 000 morts des combats déclarés ou plus sur une année civile.

Guerre internationale : un conflit international provoquant 1 000 morts des combats ou plus sur une année civile.

Guerre par procuration : une guerre civile, et parfois une guerre inter-étatique, où l'une des deux parties au moins est ouvertement ou en secret contrôlée ou aidée financièrement, militairement ou diplomatiquement par un pays étranger qui ne participe pas directement au combat.

Indicateur de Stabilité politique & Absence de violence : un classement des États réalisé par la Banque mondiale en fonction de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé de manière inconstitutionnelle ou violente (voir pp. 37–39).

Maintien de la paix : activités menées essentiellement par du personnel militaire étranger, souvent sous l'égide de l'ONU ou d'une organisation régionale de sécurité, afin de maintenir la paix après un conflit.

Milice : se réfère en général aux forces armées d'insurgés, seigneurs de la guerre, partis politiques ou groupes non étatiques. Désigne parfois certaines forces armées liées à l'État, en général celles qui sont non professionnelles, à temps partiel ou établies pendant une urgence.

Mort des combats : un décès qui est directement lié au combat au cours d'un conflit armé. Il peut s'agir du décès d'un combattant ou d'un civil pris dans le feu croisé. Cela n'englobe pas les décès imputables à des maladies exacerbées par la guerre.

Nettoyage ethnique : l'expulsion délibérée, organisée et généralement violente de personnes d'une région du fait de leur ethnicité perçue.

Pauvre, riche : termes comparatifs, basés sur les revenus et/ou les richesses. Les pays se trouvant dans la tranche de revenus (voir Tranche de revenus) la plus faible de la Banque mondiale sont souvent qualifiés de pauvres, et ceux de la tranche la plus élevée, de riches.

Personne déplacée : voir Réfugié.

Personne déplacée à l'intérieur de son pays (IDP) : voir Réfugiés.

Politicide : actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe défini par ses vues politiques. Voir également Génocide.

Recherche de la paix : un éventail d'activités politiques et diplomatiques visant à mettre un terme à des conflits de longue durée.

Réfugié : personne qui se trouve hors de son pays d'origine et qui ne souhaite pas y retourner car en raison d'une crainte justifiée d'être persécuté pour des motifs de race, religion, nationalité, situation sociale ou opinion politique. Une personne déplacée à l'intérieur de son pays (IDP) est une personne qui a fui sa maison pour des raisons similaires, ou du fait d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle, mais qui n'a pas traversé

une frontière internationale. Le terme « personne déplacée » englobe les réfugiés et les IDP.

Région : les six régions utilisées dans cet atlas sont montrées aux pp. 6–7. Elles diffèrent légèrement des régions généralement utilisées par la Banque mondiale et les Nations unies.

Seigneur de la guerre : chef d'un groupe armé qui tire davantage son pouvoir de la force armée que de la légitimité politique.

Sol national : un État ou ses eaux territoriales.

Terrorisme : l'utilisation de la violence organisée contre des civils pour inciter la peur ou la terreur à des fins politiques ou idéologiques.

Tranche de revenus : la Banque mondiale classe les pays dans quatre groupes en fonction de leur revenu moyen (voir pp. 46–47).

Uppsala : le Programme de collecte de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala, Suède, conserve bon nombre des ensembles de données annuelles sur lesquels se base cet atlas.

Violation des droits de l'homme : violation organisée ou constante des droits de l'homme, comme la torture ou la détention sans procès.

Violence politique : violence organisée ou systématique pour des motifs plutôt politiques que criminels (bien qu'il y ait un chevauchement). Le terme « violence politique meurtrière » s'applique lorsqu'elle tue. Si elle provoque 25 décès ou plus par an, elle devient soit à un conflit armé soit une campagne de violence unilatérale.

Violence unilatérale : attaque organisée et constante à l'encontre de civils sans défense perpétrée par l'État ou un groupe armé, provoquant 25 morts ou plus sur une année civile.

Informations supplémentaires

Pour de plus amples informations sur les données reprises dans ce miniAtlas, veuillez visiter le site web du Projet du Rapport sur la Sécurité Humaine (www.hsrgroup.org) ou envoyer un courrier électronique à humansi@sfu.ca

Pour de plus amples informations sur les publications de la Banque mondiale, visitez <http://www.worldbank.org/publications> ou envoyer un courrier électronique à books@worldbank.org.

Le *miniAtlas de la sécurité humaine* est également disponible en anglais et en espagnol, et est disponible sur l'Internet à www.miniatlasofhumansecurity.info